

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

# Conseil Municipal

## Séance du Vendredi 7 mars 2025

**Conseillers en exercice** 43

Présents 30

Représentés 11

Absentes 2

**Votes**

Pour 41

Contre

Abstention

N.P.P.V

Certifié exécutoire compte tenu  
de sa transmission au  
contrôle de légalité de la  
Préfecture de Créteil le

de la publication le

Le vendredi 7 mars deux mille vingt-cinq à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la commune de Choisy-le-Roi, légalement convoqué à domicile par écrit le vendredi 28 février 2025, s'est réuni à l'Hôtel de Ville, Salle du Conseil municipal, sous la présidence de Monsieur Tonino PANETTA, Maire.

**Etaient présent.e.s :**

M. Mmes. : PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONTAINE Sabrina, GAULIER Danièle, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, POUDY Franklin, CHIRRAE El Arbi, CHASSAY Laurent, BOLLE Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, FOURNIAUD Martine, ESSONE-MENGUE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie

**Étaient représenté.e.s :**

Lucie LANTERNIER donne mandat à Vasco COELHO  
Walid SAYADI donne mandat à Karim GARROUT  
Moustapha THIAM donne mandat à Malika BENKAHLA  
Jocelyne DIMNET donne mandat à Sushma OSTERMEYER  
Stéphane BANCE donne mandat à Kristian BOLLE  
Hafida FADLI donne mandat à Sabrina FONTAINE  
Alain OMRANE donne mandat à Yacin CHALBI  
Mathilde BEZACE donne mandat à El Arbi CHIRRAE  
Damien DESROCHES donne mandat à Julien BOURVEN  
Laura FOURNIER donne mandat à Danièle GAULIER  
BALIAS Thierry donne mandat à Terence ESSONE-MENGUE

**Étaient absent.e.s :**

Sabrina DOS REIS  
Hamida BOUGUEROUA

**Secrétaire de séance :**

Hancès SASU

**O B J E T**

**Rapport d'Orientation Budgétaire année 2025**

Accusé de réception en préfecture  
094-219400223-20250312-25-004-DE  
Date de télétransmission : 12/03/2025  
Date de réception préfecture : 12/03/2025

## Rapport d'Orientation Budgétaire année 2025

L'organisation du Débat d'Orientations Budgétaires (DOB) accompagné du rapport d'Orientations Budgétaires (ROB) est obligatoire pour les Communes.

Le Conseil Municipal doit débattre sur les orientations générales du budget primitif, dans un délai de deux mois précédant l'examen de celui-ci et les conditions fixées par son règlement intérieur.

Une délibération actant de la tenue du débat sur le DOB doit être votée par le conseil municipal.

Un Rapport d'Orientations Budgétaire a été établi et envoyé préalablement à chaque conseiller(e) municipal(e) afin qu'il ou elle puisse en prendre connaissance et participer au Débat d'Orientations Budgétaires de la commune pour l'exercice 2025 qui se tient lors de la séance.

### LE CONSEIL,

Ouï, l'exposé de Monsieur le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2312.1 et D 2312-3,

Vu la Loi N° 2015-991 DU 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) et notamment l'article 107-II-4 et 5,

Vu la loi N° 2018-32 du 22 janvier 2018 de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 et notamment son article 13,

Vu le décret N° 2016-841 du 24 juin 2016, concernant les modalités de publication et de transmission dudit rapport,

Vu le rapport d'Orientations Budgétaires (ROB) transmis aux élus préalablement, Vu le rapport d'Orientations Budgétaires (ROB) transmis aux élus préalablement, définissant outre les orientations budgétaires et les engagements pluriannuels envisagés, les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes en fonctionnement comme en investissement, les engagements pluriannuels des orientations en matière d'autorisation de programme, les informations relatives à la structure et la gestion de l'encours de dette contractée et les perspectives pour le projet de budget.

### DÉLIBÈRE

Article 1<sup>er</sup> – Prend Acte que le Débat d'Orientations Budgétaires sur la base du Rapport portant sur le budget de la commune s'est tenu, avant le vote du budget primitif de l'exercice 2025 au Conseil Municipal du 7 mars 2025.

Article 2 – Dit que le rapport d'orientation budgétaire sera transmis au représentant de l'État dans le département et au président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont elle est membre soit la Métropole du Grand Paris Sud dans un délai de quinze jours et sera mis à disposition du public à l'Hôtel de Ville dans les quinze jours suivants la tenue du Débat d'Orientation Budgétaire.

Article 3 - Demande au Maire de préparer le budget 2025 selon les orientations définies.

Article 4 - La présente délibération peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal administratif de Melun dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au contrôle de légalité, et de sa publication sur le site internet de la commune : [www.choisyleroi.fr](http://www.choisyleroi.fr)

Le tribunal administratif de Melun peut être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Fait et délibéré en séance du 7 mars 2025

Pour extrait conforme,  
Tonino PANETTA  
Maire de Choisy-le-Roi

Accusé de réception en préfecture  
094-219400223-20250312-25-004-DE  
Date de télétransmission : 12/03/2025  
Date de réception préfecture : 12/03/2025

# **RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2025**

**Conseil Municipal  
Mercredi 7 mars 2025**

# SOMMAIRE

## I – AVANT PROPOS – Le cadre du débat d’orientations budgétaires ..... 4

## II – LE CONTEXTE GENERAL : situation économique et sociale nationale et internationale..... 5

- 1 – L’environnement international .....5
- 2 – Le contexte national.....5
- 3 – Les incidences sur les collectivités locales .....7

## III – LA LOI DE FINANCES 2025 ..... 10

- 1 – Une adoption tardive en 2025 .....10
- 2 – Les principaux points du budget 2025 .....10
- 3 – Les impacts pour les collectivités .....11
- 4 – Conclusion .....13

## IV – EVOLUTION DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT ..... 14

- 1 – Les charges à caractère général .....14
- 2 – Les charges de personnel .....15
- 3 – Les atténuations de produits .....15
- 4 – Les autres charges de gestion courante .....16
- 5 – Les charges d’intérêt de la dette .....17
- 6 – Les charges exceptionnelles .....17

## V – EVOLUTION DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT ..... 18

- 1 – Les atténuations de charges .....18
- 2 – Les produits des services et du domaine .....18
- 3 – Les impôts et taxes .....19
- 4 – Les dotations et participations .....20
- 5 – Les autres produits de gestion courante .....21
- 6 – Les produits financiers .....22

Accusé de réception en préfecture  
094-219400223-20250312-25-004-DE  
Date de télétransmission : 12/03/2025  
Date de réception préfecture : 12/03/2025

<b>VI – EVOLUTION DES RESSOURCES HUMAINES.....</b>	<b>23</b>
1 – L'évolution des ressources humaines.....	23
2 – Les pistes d'évolution pour optimiser la masse salariale.....	30
 <b>VII – PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES INVESTISSEMENTS .....</b>	 <b>31</b>
1 – Les Autorisations de Programme et Crédits de Paiement.....	31
2 – La programmation hors gestion en AP/CP .....	36
 <b>VIII – STRUCTURE DE LA DETTE.....</b>	 <b>37</b>
1 – Les orientations sur lesquelles s'appuie la gestion de notre dette.....	37
2 – Caractéristiques de la dette de notre commune.....	37
3 – Profil d'extinction de la dette.....	39
 <b>IX – EVOLUTION DE L'EPARGNE – FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS.....</b>	 <b>40</b>
1 – Le budget, son évolution prévisionnelle.....	40
2 – Les équilibres financiers.....	41
3 – Projection financière de la section d'investissement.....	42

# I – AVANT PROPOS

## Le cadre du débat d'orientations budgétaires

Le Débat d'Orientations Budgétaires (DOB) représente une étape essentielle de la procédure budgétaire des collectivités. Il constitue la première étape du cycle budgétaire annuel des Collectivités Locales. Il précède l'élaboration du Budget Primitif (BP) et les Décisions Modificatives (DM). La clôture du cycle budgétaire se concrétise par le vote du Compte Financier Unique (CFU).

Le Rapport d'Orientations Budgétaires (ROB) doit être présenté dans les deux mois précédant l'examen du Budget Primitif. Il a pour but de permettre à l'assemblée délibérante d'échanger sur les principales directives budgétaires et d'être informée sur l'évolution de la situation financière de la Ville. Il doit permettre une vision précise des finances de la Ville et des orientations poursuivies.

Si depuis 1992, la tenue d'un débat sur les orientations budgétaires est une obligation pour toutes les communes et établissements publics locaux dont la population est supérieure à 3 500 habitants, ce sont la loi Notre du 7 août 2015, puis la loi de programmation des Finances Publiques 2018-2022 qui ont fixé la physionomie des débats et rapports d'orientations budgétaires. Le contenu du ROB et sa présentation sont ainsi codifiés à l'article L.2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) qui impose que le rapport présente :

- Les orientations budgétaires, et notamment les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes (fonctionnement et investissement) ;
- Les engagements pluriannuels envisagés ;
- La structure et la gestion de la dette contractée.

En outre, le Code général des collectivités territoriales prévoit que, dans les communes de plus de 20 000 habitants, le Maire présente un rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes intéressant le fonctionnement de la commune, les politiques qu'elle mène sur son territoire et les orientations et programmes de nature à améliorer cette situation. Ce rapport est donc présenté dans la même séance du Conseil municipal.

Parce qu'il s'inscrit dans un contexte économique totalement bouleversé par les répercussions de la guerre en Ukraine, du conflit au Proche-Orient et la réélection de Donald Trump, ce temps fort de la vie municipale prend encore cette année un relief tout particulier.

Ces orientations budgétaires reprennent nos priorités telles que nous les portons depuis le début du mandat : **la poursuite d'un programme d'investissement ambitieux pour la transition écologique, l'adaptation de notre ville au réchauffement climatique et l'amélioration du cadre vie, le maintien d'un haut niveau de service public rendu au quotidien notamment en termes de sécurité, le maintien de notre soutien aux associations, et ce sans augmentation du taux de la part communale des impôts locaux.**

D'autre part, **la stratégie de désendettement menée depuis plus de quatre ans par la Ville de Choisy-le-Roi permet d'envisager un recours correct à l'emprunt.** La volonté de la Ville de **poursuivre ses investissements et de ne pas augmenter les impôts locaux**, contrairement à ce qu'ont fait de nombreuses autres villes, aboutissent à **un strict équilibre qui serait forcément impacté par toute décision nationale contraignant les budgets des collectivités.**

A l'issue du débat du Conseil municipal, il convient donc de délibérer, pour donner acte à l'exécutif d'avoir organisé le débat dans les délais prescrits.

Accusé de réception en préfecture  
094-219400223-20250312-25-004-DE  
Date de télétransmission : 12/03/2025  
Date de réception préfecture : 12/03/2025



## II – CONTEXTE GENERAL

### 1- L'environnement international

---

*(Sources documentaires : Projections macroéconomiques Banque de France déc. 2024 – Note de conjoncture La Banque Postale sept. 2024).*

L'année 2025 s'annonce comme une année charnière pour l'économie mondiale, avec des enjeux majeurs et des dynamiques contrastées selon les régions. Aux incertitudes internes s'ajoutent les aléas géopolitiques toujours élevés et désormais aussi ceux qui pèsent sur le commerce international. Le scénario de référence ne prend pas en compte le risque de tensions commerciales lié à la hausse des droits de douane aux États-Unis, dont les effets sont difficiles à chiffrer.

**Les Etats-Unis** continuent d'afficher une croissance solide, tirée par une consommation intérieure robuste et une économie dynamique. Cependant, la politique économique de l'administration Trump, avec ses mesures protectionnistes et sa dérégulation, suscite des inquiétudes. Ces choix pourraient alimenter l'inflation et creuser le déficit budgétaire, déjà important. La réserve fédérale américaine est confrontée à un défi de taille : trouver le juste équilibre entre stabilité des prix et croissance économique.

**La chine**, acteur majeur de l'économie mondiale, voit son modèle de croissance s'essouffler. Les exportations restent le principal moteur, mais la consommation intérieure est faible. Le pays doit faire face à une crise immobilière, une faible confiance des ménages et des tensions géopolitiques. La Chine doit réussir sa transition vers un modèle de croissance plus équilibré pour assurer sa stabilité économique et jouer un rôle positif dans le commerce mondial.

**L'Europe** est engluée dans une croissance molle, avec des tensions industrielles exacerbées par le protectionnisme américain. La Banque Centrale Européenne (BCE) mène une politique de taux accommodants pour soutenir l'activité. L'unité politique européenne sera déterminante pour exister au niveau mondial face à la puissance des Etats-Unis et de la Chine. Les élections allemandes pourraient être un moment clé : une coalition gouvernementale solide pourrait impulser un plan de relance.

### 2- Le contexte national

---

Cette projection est entourée d'aléas importants. En premier lieu, l'incertitude politique actuelle en France fait peser un aléa sur les hypothèses de finances publiques et sur le comportement plus ou moins attentiste des entreprises et des ménages. En second lieu, s'ajoutent les risques géopolitiques (guerre en Ukraine, situation au Proche-Orient, tensions commerciales, etc.) et leurs effets sur les prix des matières premières et le commerce international.

Ces projections macroéconomiques ont été finalisées dans un contexte national et international d'incertitudes accrues. Cette projection a été arrêtée en février après la motion de censure de décembre 2024, avec un projet de loi de finances conduisant à une réduction sensible du déficit public à 5,4 % du PIB en 2025. Une moindre consolidation budgétaire n'entraînerait pas pour autant un surplus de croissance, car l'effet négatif de l'incertitude accrue sur la demande des ménages et des entreprises jouerait en sens opposé.

Le scénario de référence demeure celui d'une sortie de l'inflation sans récession, avec une reprise décalée à 2026 et 2027. L'activité progresserait en 2024 à hauteur de 1,1 %, tirée principalement par le commerce extérieur. La croissance resterait positive en 2025 mais diminuerait un peu. Conjointement à la reprise attendue de la demande chez nos partenaires européens, elle serait ensuite plus dynamique en 2026 et 2027, sous l'effet notamment d'une moindre inflation, et du desserrement réalisé de la politique monétaire.

Le projet de loi de finances 2025 est soumis à de nombreux aléas. Passé le constat commun d'une trajectoire très défavorable des finances publiques et du nécessaire besoin de redressement des comptes, tout est sujet à discussion. La méthode à suivre, autrement dit le juste équilibre à trouver entre diminution des dépenses publiques et hausse des recettes et prélèvements, les secteurs sur lesquels faire peser ces efforts ainsi que le niveau de participation attendu des différents contributeurs publics, n'ont pas encore permis le consensus.

Accusé de réception en préfecture  
094-219400223-20250312-25-004-DE  
Date de télétransmission : 12/03/2025  
Date de réception préfecture : 12/03/2025

Les mesures initialement projetées par le gouvernement Barnier envisageaient une contribution des collectivités locales entre 5 et 6,5 Md€. Finalement, François Bayrou adopte une voie médiane entre le PLF de son prédécesseur et celui pour 2024. L'effort demandé aux collectivités territoriales a baissé, et est ramené à 2,2Md€ mais reste substantiel.

Parmi les mesures qui affecteraient les finances des collectivités locales figure le gel de la TVA versée aux collectivités en 2025, et la progression de la péréquation de 290 M€ accompagnée d'une hausse de la DGF limitée à 150 M€ et une diminution de la Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL).

En lieu et place du « Fond de réserve » du gouvernement Barnier centré sur 450 collectivités les plus importantes et qui devait économiser 3 Md€, le gouvernement Bayrou a fait adopter un « Dispositif de lissage conjoncturel » des recettes fiscales des collectivités territoriales (Dilico) permettant d'économiser 1 Md€. Le Dilico tient compte de la capacité contributive en prenant en compte le potentiel financier et le revenu par habitant de chaque collectivité à travers un indice synthétique moyen et il augmente donc le nombre de contributeurs à 2 099 collectivités : 12 régions (pour 270 M€), 48 départements (pour 220 M€), 131 intercos et 1 908 communes (pour 510 M€).

En fine, avec le gel de la revalorisation de la TVA qui permet d'économiser 1,2 Md€ et le Dilico 1 Md€, on arrive à 2,2 Md€ d'efforts demandés.

**La commune de Choisy-le-Roi n'est pas concernée par le dispositif Dilico car elle fait partie des 250 communes classées l'année dernière « commune bénéficiaire de la Dotation de Solidarité Urbaine et de Cohésion Sociale » au titre de l'article L. 2334-16 du code général des collectivités territoriales. Elle est donc exonérée de prélèvement en 2025.**

■ **L'investissement des entreprises continuerait de marquer le pas jusqu'en 2025, avant de repartir en 2026-2027**

L'investissement des entreprises resterait pénalisé en 2024 par le coût de financement et les conditions d'octroi du crédit bancaire. Toutefois, les taux d'intérêt bancaires aux entreprises ont commencé à baisser et la dernière enquête sur la distribution du crédit bancaire indique que les conditions d'offre de crédit s'améliorent et que la demande repart. Au total, la croissance de l'investissement des entreprises, pénalisé notamment par l'incertitude fiscale et budgétaire, resterait atone jusqu'à fin 2025. Il regagnerait en vigueur les deux années suivantes, soutenu par les besoins tendanciels d'investissement dans les transitions numérique et énergétique, comme en témoigne par exemple la confirmation récente des projets de « gigafactories » de batteries électriques. La reprise de l'investissement serait également soutenue par celle de l'activité et par le maintien des marges des entreprises à un niveau relativement élevé.

■ **Le recul de l'inflation se confirme et serait amplifié en 2025 par la baisse des prix de l'électricité**

La projection de l'inflation est inchangée en 2024, à + 2,5 % : les surprises à la baisse des derniers mois sur les services et l'alimentation sont compensées par celles, à la hausse, sur les produits manufacturés liées notamment à la dynamique des prix des produits pharmaceutiques.

En 2025, la prévision d'inflation est révisée à la baisse, à + 1,5 %, du fait de la diminution annoncée des prix de l'électricité, en partie atténuée par une révision haussière des prix des biens manufacturés également liée à la situation en mer Rouge.

En 2026, l'inflation totale et l'inflation hors énergie et alimentation s'établiraient respectivement à 1,7 % et 1,9 %, sans révision par rapport aux projections intermédiaires de septembre 2024. La légère progression de l'inflation en 2026, proviendrait d'une moindre baisse des prix de l'énergie et d'une légère accélération des prix de l'alimentation en lien avec nos hypothèses techniques sur les matières premières alimentaires, tandis que l'inflation hors énergie et alimentation poursuivrait sa lente décline.

Enfin, en 2027, l'inflation totale se situerait à 1,9 %, et l'inflation hors énergie et alimentation à 1,8 %. Les prix des services continueraient à ralentir tout au long de l'année. À l'inverse, les prix de l'énergie accéléreraient temporairement en raison de l'extension à d'autres secteurs émetteurs du marché des permis d'émission de CO<sub>2</sub>. Cet impact, encore incertain, dépendra des modalités de sa mise en œuvre et pourra être limité par des mesures compensatoires.



### ■ **Les salaires nominaux sont désormais plus dynamiques que les prix**

Du fait de la désinflation, les salaires progressent désormais plus rapidement que les prix à la consommation, un mouvement qui pourrait s'accroître en 2025. Cette progression des salaires réels soutiendrait les gains de pouvoir d'achat, puis la consommation en 2025. Le taux de chômage remonterait légèrement en 2025, avant de reprendre sa décrue grâce à la reprise de l'activité pour s'établir à 7,3 % fin 2026.

### ■ **Au-delà des révisions favorables sur le passé, la croissance ne se renforcerait que modérément**

Par rapport à juin, les révisions des comptes nationaux trimestriels apportées par l'Insee sur 2023 et début 2024 augmentent mécaniquement la croissance prévue en moyenne annuelle pour 2024 (+ 1,1 %) et serait surtout tirée par le commerce extérieur, mais freinée par des phénomènes de déstockage en lien notamment avec l'atténuation des difficultés d'approvisionnement. Au second semestre, l'effet défavorable de l'incertitude accrue a été transitoirement compensé par l'effet favorable des Jeux olympiques. Au-delà, si la projection de croissance est légèrement revue à la baisse en 2025 (+ 0,9 %), elle est légèrement revue à la hausse en 2026 (+ 1,5 %).

En 2024, la consommation resterait en effet atone, en dépit des gains de pouvoir d'achat des revenus salariaux. En 2025, la hausse du PIB se maintiendrait à un rythme similaire en moyenne annuelle, mais la consommation des ménages prendrait le relais, les gains de pouvoir d'achat étant davantage soutenus par les salaires réels. En 2026, elle serait renforcée par la reprise de l'investissement privé sous l'effet de la détente passée des taux d'intérêt. Cette détente permettrait à l'investissement privé de contribuer de nouveau positivement à la croissance. La consommation des ménages progresserait à un rythme plus soutenu qu'en 2025, stimulée par une baisse un peu plus marquée du taux d'épargne.

En 2027, la croissance annuelle serait proche de celle de 2026, mais le rythme trimestriel de croissance se normaliserait en cours d'année pour se rapprocher du rythme de croissance potentielle, avec une progression du PIB sur un an de 1,2 % fin 2027, contre 1,4 % fin 2026.

### ■ **Un contexte économique fragile marqué par la dégradation des comptes publics**

Au plan national, l'année 2024 a été marquée par un dérapage du déficit public, estimé à 6,1% du PIB qui devrait situer la France dans les toutes dernières places du classement, lorsque Eurostat publiera en avril prochain, les ratios comparatifs du dernier exercice achevé.

Dans ce contexte, il n'est pas inutile de rappeler les données officielles publiées par l'INSEE, qui démontrent la faible part prise par les administrations publiques locales (APUL) dans ce déficit. La dette publique totale représente, au deuxième trimestre 2024, 112 % du PIB (3 228,4 Md€), la dette locale n'en représente que 7,8 % (250,9 Md€), alors même que les collectivités assurent de l'ordre de 70 % des investissements publics civils.

Par ailleurs, les projections macroéconomiques intermédiaires publiées par la Banque de France, comme les hypothèses utilisées par le gouvernement pour construire son projet de budget, confirment le recul de l'inflation.

Elle s'établirait entre +2,1% et +2,3% en moyenne annuelle sur 2024 pour reculer à nouveau en 2025 (entre +1,4% et +1,7%), en raison notamment de la baisse des prix de l'électricité, puis devrait se stabiliser sur un rythme modéré à compter de 2026.

Pour 2025, les hypothèses de croissance du PIB imaginées en octobre dernier à +1,1% ont été revues à la baisse à 0,9% en janvier 2025. Les aléas notamment géopolitiques autour de ce scénario et leurs éventuels impacts sur le prix des matières premières et sur les échanges commerciaux restent sensibles même si globalement anticipés.

## **3- Les incidences sur les collectivités locales**

---

En 2025, plusieurs changements majeurs touchent la fonction publique en France. Le plus impactant sur les finances communales est l'augmentation du taux de cotisation CNRACL de 12% lissé sur 4 ans (3% par an de 2025 à 2028).

### **3-1 Les réformes qui impactent les fonctionnaires dès le 1er janvier 2025**

#### ■ **Couverture des risques en matière de prévoyance : Une participation employeur mensuelle minimale obligatoire**

À compter du 1er janvier 2025, la participation mensuelle des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement, pour chaque agent, des garanties de protection sociale complémentaire destinées à couvrir les frais occasionnés par les risques d'incapacité de travail, d'invalidité, d'inaptitude ou de décès mentionnées à l'article L. 827-11 du code général de la fonction publique, ne peut être inférieure à 20 % du montant de référence, fixé à 35 euros.

#### ■ **Revalorisation des retraites des fonctionnaires**

Dès le 1er janvier 2025, les pensions de retraite des agents publics seront revalorisées de 2,2 % pour suivre l'inflation. Cette augmentation s'applique à l'ensemble des retraités, offrant un soutien financier supplémentaire face à la hausse des prix.

#### ■ **Modification du plafond de la Sécurité sociale**

Le plafond annuel de la Sécurité sociale (PASS) passe à **47 100 € en 2025**, contre 46 368 € en 2024. Ce changement entraîne des conséquences directes sur :

- Les cotisations sociales des agents publics.
- Les indemnités journalières en cas d'arrêt de travail.
- Les prestations de retraite et d'assurance-vieillesse.

Ce relèvement du PASS reflète l'évolution des salaires et contribue à ajuster les bases de calcul des cotisations. Il garantit également une meilleure couverture des prestations sociales pour les fonctionnaires.

#### ■ **Des congés élargis pour les proches aidants**

Le congé de proche aidant bénéficie d'une extension significative en 2025. Désormais, **les agents ayant déjà utilisé leurs 66 jours d'allocation journalière pourront en bénéficier pour accompagner jusqu'à quatre proches.**

Ce dispositif renforce l'accompagnement des fonctionnaires qui doivent concilier vie professionnelle et soutien à un proche. **Il s'agit d'un pas en avant dans la reconnaissance des besoins des aidants familiaux.**

#### ■ **Non reconduction de la GIPA en 2025**

Comme en 2024, la garantie individuelle de pouvoir d'achat n'est pas reconduite en 2025.

#### ■ **URSSAF : Augmentation de 1% de la part patronale URSSAF maladie**

#### ■ **CNRACL : Augmentation du taux de cotisation de 3% dès le 1<sup>er</sup> janvier 2025**

Le décret n° 2025-86 du 30 janvier 2025 modifie le taux de la cotisation d'assurance vieillesse applicable aux rémunérations versées par les employeurs territoriaux à leurs fonctionnaires affiliés au régime spécial de sécurité sociale (fonctionnaires CNRACL), pour l'année 2025 et les années à venir, soit 3% par an pendant 4 ans.

Pour l'année 2025, ce taux passe de 31,65 % à 34,65 %, ce qui représente une dépense supplémentaire d'environ 450K€ sur la masse salariale de la commune.

À noter : l'entrée en vigueur du décret est immédiate. Cette modification s'applique de manière rétroactive, aux cotisations dues au titre des périodes courant à compter du 1er janvier 2025.

Pour les années à venir, le décret prévoit une évolution du taux de la cotisation dans les proportions suivantes :

- de 34,65 % à 37,65 % au 1er janvier 2026 ;
- de 37,65 % à 40,65 % au 1er janvier 2027 ;
- de 40,65 % à 43,65 % au 1er janvier 2028.

### ■ Tarifs postaux et transports publics : quel impact sur les agents ?

En 2025, les tarifs postaux augmentent en moyenne de **6,8 %**, ce qui inclut les lettres recommandées et les envois internationaux. Parallèlement, les agents utilisant les transports en Île-de-France bénéficieront de **nouvelles tarifications simplifiées et accessibles**. Les services communaux travaillent avec La Poste pour réduire les coûts des envois, notamment sur le dispositif d'envoi groupé.

Les tickets métro-train-RER coûteront désormais **2,50 €**, quelle que soit la distance, et les trajets en bus-tram seront fixés à 2 €. Ces ajustements facilitent la mobilité quotidienne des fonctionnaires. A noter que le PLF 2025 a permis de reconduire pour l'année, le dispositif de prise en charge à hauteur de 75% des frais de transports des agents.

### 3-2 Evolution des concours financiers de l'Etat aux collectivités locales : une baisse des crédits affectés à l'investissement

La dotation globale de fonctionnement (DGF) sera reconduite à 27,25 Md€ après deux hausses successives de 320 M€ en 2022 et 2023. Elle sera donc stable en valeur mais en baisse par rapport à l'inflation qui devrait atteindre 1,5% en 2025 selon le Gouvernement.

Le PLF 2025 « version Michel Barnier » prévoyait également une augmentation de 290 millions d'euros des dotations de péréquation à destination des communes (140 millions d'euros pour la dotation de solidarité urbaine et 150 millions d'euros pour la dotation de solidarité rurale). Cette croissance serait financée par une baisse équivalente d'autres dotations (dotation de compensation des EPCI à fiscalité propre, dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle...)

Les dotations d'investissement à destination des collectivités locales connaîtraient de leur côté une forte diminution. Les crédits affectés au fonds vert étant notamment amputés de 60%, soit une baisse de 1,5 Md€ par rapport à la loi de finances initiale 2024.

### 3-3 La revalorisation des bases de taxe foncière impactée par le ralentissement de l'inflation

L'article 99 de la loi de finances pour 2017 a défini le coefficient de revalorisation des bases fiscales, comme étant égal à la variation de l'indice des prix à la consommation (IPCH) de l'année précédente constaté entre novembre N-2 et novembre N-1.

Cette revalorisation s'applique à la valeur locative foncière des locaux d'habitation et des locaux industriels. La valeur locative foncière des locaux commerciaux est quant à elle indexée sur l'évolution des loyers des locaux professionnels.

L'indice de revalorisation a été fixé à +3,9% en 2024.

Avec le reflux de l'inflation constaté en 2024, **le coefficient de revalorisation des bases d'imposition pour le budget primitif 2025 a été arrêté à +1,7%**. Le PLF ne prévoit pas de remise en cause de ce mécanisme d'indexation.

### ■ Les principaux chiffres à retenir pour 2025 :

	2024	2025
Inflation	+ 2,5%	+ 1,4%
Déficit public	- 6,0%	- 5,4%
Endettement (en % du PIB)	112,9 %	114,7 %
Croissance	+ 1,1%	+ 0,9%
Part des dépenses publiques (en % du PIB)	56,7 %	57,0 %
Taux de prélèvements obligatoires (en % du PIB)	43,6 %	43,9 %

# III – LA LOI DE FINANCES 2025

## 1- Une adoption tardive en 2025

La chute du gouvernement de Michel Barnier, suite à l'adoption d'une motion de censure par l'Assemblée nationale mercredi 4 décembre 2024, a mis à l'arrêt les discussions budgétaires.

Sur proposition du gouvernement, le Parlement a adopté mercredi 18 décembre 2024 un projet de Loi spéciale visant à autoriser l'Etat à percevoir l'impôt et à ouvrir par décret les crédits applicables aux « services votés » en se fondant sur les crédits votés dans le cadre du projet de loi de finances (PLF) 2024.

Le nouveau Premier ministre nommé le 13 décembre 2024, François Bayrou, a décidé de poursuivre les discussions entamées au Sénat sur le PLF 2025. Le Sénat a adopté l'ensemble du PLF 2025 jeudi 23 janvier 2025.

Réunis en commission mixte paritaire, députés et sénateurs se sont accordés sur un texte commun vendredi 31 janvier 2025 qui a été adopté le 6 février par le Sénat, après que le gouvernement ait engagé sa responsabilité (dans le cadre de l'article 49 alinéa 3 de la Constitution) la veille à l'Assemblée nationale.

**Le 15 février 2025, la loi de finances pour 2025 a été officiellement promulguée au Journal officiel.**

## 2- Les principaux points du budget 2025

### 2-1 Les mesures pour les particuliers

La loi indexe le barème de l'impôt sur le revenu sur l'inflation (+1,8%), afin de neutraliser ses effets sur le niveau d'imposition des ménages. En l'absence d'une telle indexation, les particuliers auraient été redevables de 3,7 Md€ d'impôts supplémentaires cette année.

Les ménages les plus aisés vont être assujettis en 2025 à une contribution différentielle sur les plus hauts revenus (CDHR). Cette contribution visera les personnes les plus riches (revenu fiscal annuel dépassant 250 000 € pour un célibataire et 500 000 € pour un couple), dont le taux d'impôt sur le revenu est inférieur à 20%. Le dispositif a été limité à un an (contre trois ans à l'origine). Il devrait rapporter 2 Md€ à l'État.

L'écotaxe (malus CO2 et malus au poids dit malus masse) sur les véhicules polluants est renforcée.

Le taux réduit de TVA pour l'achat et l'installation des chaudières à gaz est supprimé.

La taxe de solidarité sur les billets d'avion (TSBA) dite "Chirac" est alourdie, mais moins que prévu au départ. Le tarif pour les vols en classe économique vers la France ou l'Europe est fixé à 7,40 euros (contre 2,63 euros aujourd'hui) à partir du 1er mars 2025.

En matière de logement, le prêt à taux zéro (PTZ) est rétabli sur tout le territoire pour l'achat dans le neuf, individuel ou collectif, jusqu'à fin 2027, afin de soutenir un marché touché par la crise. Les dons d'argent consentis dans le cadre familial seront exonérés des droits de mutation à titre gratuit (DMTG) sous certaines conditions jusqu'à fin 2026. Le dispositif "Loc'Avantages" (ex-Louer abordable) est reconduit jusqu'à fin 2027.

La fiscalité des locations de meublés est, par ailleurs, modifiée. Les contribuables relevant du régime de la location meublée non professionnelle (LMNP) peuvent déduire, sous certaines conditions, de leurs revenus locatifs imposables les amortissements liés à leur logement. Actuellement, ces amortissements ne sont pas pris en compte dans le calcul de la plus-value, en cas de revente. Cette niche fiscale est supprimée. Toutefois, certains logements comme ceux situés dans certaines résidences-services ne seront pas concernés par cette suppression.

La taxe d'habitation est recentrée sur les seules résidences secondaires. Cette évolution permettra notamment de ne plus assujettir à la taxe certains locaux comme les structures d'hébergement d'urgence pour les personnes en difficulté.

Parmi les autres mesures fiscales introduites les parlementaires figurent notamment :

Accusé de réception en préfecture  
094-219400223-20250312-25-004-DE  
Date de télétransmission : 12/03/2025  
Date de réception préfecture : 12/03/2025

- la reconduction de l'exonération fiscale et sociale sur les pourboires en 2025 ;
- la prolongation du dispositif de monétisation des jours de réduction du temps de travail (RTT) jusqu'à fin 2026 ;
- la pérennisation du dispositif dit "Coluche" (réduction d'impôt de 75% pour les dons aux organismes d'aide aux personnes en difficulté dans la limite de 1000 euros) et de la réduction d'impôt pour les dons consentis aux organismes luttant contre les violences conjugales.

## **2-2 Les mesures pour l'emploi et les entreprises**

Une contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises (CEBGE) est instituée pour un an (contre 2 ans initialement). Elle ciblera les quelque 400 entreprises qui réalisent un chiffre d'affaires d'au moins 1 Md€ et sont redevables de l'impôt sur les sociétés. Cette surtaxe devrait rapporter 8 Md€ au budget.

Les grandes entreprises de fret maritime, en pratique l'armateur CMA-CGM, devront payer pendant un an une taxe exceptionnelle (500 millions d'euros attendus). Les parlementaires ont prévu un mécanisme "anti-évitement" pour empêcher toute manipulation comptable à des fins d'optimisation.

Le taux de la taxe sur les transactions financières (TTF) est porté de 0,3% à 0,4%. Cette hausse devrait ramener 500 autres millions d'euros à l'État.

Une taxe sur les rachats d'actions suivis d'une annulation est, par ailleurs, créée pour les entreprises ayant un recours croissant à cette pratique et qui leur permet de distribuer une partie de leur excès de trésorerie à leurs actionnaires. Elle concernera les plus grandes entreprises dont le chiffre d'affaires dépasse 1 Md€, pour leurs opérations réalisées entre mars 2024 et février 2025.

L'incitation pour les employeurs de prendre en charge à 75% les frais de transports publics de leurs salariés est reconduite jusqu'à fin 2025.

Pour soutenir l'innovation dans les PME, le crédit d'impôt innovation (CII) est prolongé de trois ans, avec un rétablissement à 20% du taux normal du CII.

Le seuil d'exemption de TVA pour les petites entreprises, notamment les auto-entrepreneurs, est fixé à partir du 1er mars 2025 au seuil unique de 25 000 euros de chiffre d'affaires annuel. Les ministres de l'économie et des finances et délégué au commerce, à l'artisanat et aux PME ont toutefois annoncé que cette réforme était pour le moment suspendue le temps d'une concertation avec les acteurs concernés.

La suppression totale de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), qui devait être achevée en 2027, est reportée.

La réduction d'impôt accordée aux adhérents de centres de gestion ou d'associations agréés (OGA) est supprimée.

Un dividende exceptionnel de 2 Md€ sera demandé à EDF, qui est désormais détenu à 100% par l'État, dans le cadre du dispositif post-Arenh à partir de 2026.

Plusieurs mesures pérennes visent à soutenir le monde agricole : renforcement de la déduction pour épargne de précaution (DEP) en cas de sinistre climatique ou sanitaire, relèvement du taux d'exonération de taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFPNB) en faveur des terres agricoles, reconduction du crédit d'impôt remplacement jusqu'à fin 2027...

## **3- Les impacts pour les collectivités**

### **▪ La réduction des dépenses publiques**

Pour combler le déficit public, le texte prévoit de réduire les dépenses de l'État et de ses opérateurs.

Comme en 2024, l'enseignement scolaire est le premier poste budgétaire de l'État. La suppression annoncée de 4 000 postes d'enseignants est abandonnée.

Conformément aux lois de programmation, les budgets des ministères régaliens sont préservés : la Défense, l'Intérieur et la Justice.

Accusé de réception en préfecture  
094-219400223-20250312-25-004-DE  
Date de télétransmission : 12/03/2025  
Date de réception préfecture : 12/03/2025

Le budget des Outre-mer a été revalorisé pour répondre notamment à la reconstruction de Mayotte.

À l'inverse, les budgets de plusieurs ministères diminuent : Travail avec une baisse des aides à l'apprentissage, Enseignement supérieur et Recherche, Écologie, Agriculture, Aides Publiques au Développement... de même que les crédits du Service national universel.

Les moyens de l'aide médicale d'État (AME) sont maintenus à leur niveau de 2024. Ses règles d'accès restent inchangées.

**Le niveau d'indemnisation des arrêts de maladie de courte durée des fonctionnaires est porté à 90% (contre 100% aujourd'hui). En revanche, l'amendement sénatorial qui visait à allonger le délai de carence dans la fonction publique de 1 à 3 jours a été rejeté.**

▪ **Les mesures sur les collectivités et l'outre-mer**

Un effort budgétaire de 2,2 Md€ est demandé aux plus grandes collectivités locales (au lieu des 5 Md€ envisagés par le gouvernement à l'automne).

Le fonds vert, destiné à accélérer la transition écologique dans les territoires, est en baisse par rapport à 2024 mais moins que prévu initialement.

Pour financer les trains régionaux, un versement mobilité (VM) au profit des régions est créé au taux de 0,15%. Il s'agit d'une contribution prélevée sur la masse salariale des entreprises d'au moins 11 salariés.

Plusieurs mesures ont été introduites au Parlement pour soutenir l'investissement Outre-mer, notamment en Nouvelle-Calédonie.

Pour leur permettre de faire face à la hausse de leurs dépenses, les départements pourront relever le plafond des droits de mutation à titre onéreux (DMTO) ou "frais de notaire" sur les transactions immobilières de 4,5% à 5% pendant trois ans. Les départements pourront décider un taux réduit ou une exonération pour les primo-accédants.

▪ **La dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) rabotée de 145 millions d'euros en 2025**

La dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) va "être rabotée" de 145 millions d'euros en 2025, afin de compenser dans le budget de l'État le financement de la moitié de l'augmentation des dotations de péréquation en direction des communes. C'est l'une des modifications portées au projet de budget pour 2025 par la commission mixte paritaire (CMP) qui s'est réunie les 30 et 31 janvier.

La version du projet de texte adoptée en première lecture au Sénat prévoyait que la dotation globale de fonctionnement (DGF, d'un montant de 27,2 milliards d'euros en 2024) progresse de 290 millions d'euros en 2025. Ce qui permettait de financer intégralement la croissance, cette année, de la dotation de solidarité rurale (DSR) et de la dotation de solidarité urbaine (DSU).

▪ **"La poire coupée en deux"**

Les sept députés et sept sénateurs en quête d'un accord, sur le projet de loi ont ramené la hausse de la DGF à près de 150 millions d'euros en 2025. Cette somme servira à alimenter une partie de l'augmentation de la DSU (+ 140 millions d'euros) et de la DSR (+ 150 millions) en sachant que les 140 millions d'euros supplémentaires, nécessaires au financement de celle-ci, seront ponctionnés sur la dotation forfaitaire des communes dépassant un certain seuil de richesse et aussi, probablement, sur la dotation de compensation des intercommunalités à fiscalité propre. Entre l'abondement de la DGF et l'écêtement de la dotation forfaitaire, "la poire a été coupée en deux".

L'effort de l'État en faveur de la DGF (+149,6 millions d'euros) sera compensé dans le budget par une réduction de la DSIL de "145 millions d'euros", précise le sénateur qui siégeait à la réunion de la CMP. Le gouvernement avançait l'idée que, puisque le projet de budget était voté au mois de février pour les dix mois restants, il était possible de passer un rabot sur les dotations d'investissement, et ainsi de limiter leurs montants aux dix douzièmes prévus. "Il a fallu trouver un compromis", déclare le corapporteur de la mission "Relations avec les collectivités territoriales". D'où le choix de baisser la DSIL en 2025. Pour rappel, le PLF adopté en première lecture par le Sénat reconduisait cette année le montant de la dotation pour 2024 (soit 570 millions d'euros en autorisations d'engagement).

## 4- Conclusion

---

L'incertitude qui pèse sur les décisions finales de la loi de finances 2025 nous contraint à dessiner des orientations budgétaires particulièrement serrées, sans pour autant renoncer aux projets engagés.

**La bonne gestion historique des finances de la Ville de Choisy-le-Roi permet de continuer à faire face... pour le moment....**

Grâce à une gestion fine et prudente depuis de nombreuses années, la Ville de Choisy-le-Roi a conservé une situation financière saine qui lui permet jusqu'ici de poursuivre la mise en œuvre des priorités du mandat, tant en matière d'investissement que de services publics.

Cette poursuite suppose évidemment d'accepter jusqu'à un certain point une dégradation de nos équilibres financiers et de continuer à faire preuve de vigilance et de réactivité. Les marges de manœuvre sont toutefois désormais très réduites. C'est pourquoi toute mesure unilatérale de l'Etat impactant fortement la capacité d'autofinancement acquise jusqu'ici obligerait la Ville de Choisy-le-Roi à remettre en cause la qualité de son service public et/ou de son programme d'investissements.



## IV – EVOLUTION DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

La Commune a adopté la **nomenculture budgétaire et comptable M57** pour son budget principal le 1<sup>er</sup> janvier 2022 (délibération n°21.086 du 30 juin 2021).

Cette instruction, généralisée depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2024, devient le référentiel de droit commun de toutes les collectivités locales. Elle remplace, sur le plan budgétaire, trois 3 nomenclatures :

- M14 pour les Communes et Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI)
- M52 pour les Départements
- M71 pour les Régions

En outre, la loi de finances n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 pour 2019 a validé la possibilité pour les collectivités territoriales d'expérimenter le **Compte Financier Unique** sur la base du volontariat.

La commune s'est portée candidate par délibération n°21.087 du 30 juin 2021. Cette expérimentation du CFU s'est traduite par la signature d'une convention entre l'Etat et la Commune.

Ce document unique, fusion entre le compte administratif produit par l'ordonnateur et le compte de gestion produit par le comptable public, a pour objectifs de :

- Favoriser la transparence et la lisibilité financière
- Améliorer la qualité des comptes
- Simplifier les processus administratifs entre l'ordonnateur et le comptable, sans remettre en cause leurs prérogatives respectives

Le 1<sup>er</sup> CFU expérimenté par la ville a porté sur les comptes de l'exercice 2022 produits en 2023 (délibération n°23.061b du 20 juin 2023).

L'article 205 de la loi de finances pour 2024 prévoit qu'à partir de l'exercice 2024, le CFU remplace le compte administratif et le compte de gestion, pour les collectivités qui ont mis en œuvre un compte financier unique au cours de l'exercice 2023. Par ailleurs, la sphère publique locale dans son ensemble doit adopter un CFU au plus tard au titre de l'exercice 2026.

### 1- Les charges à caractère général (chapitre comptable 011)

Les charges à caractère général sont en diminution de 1,44% par rapport au réalisé de 2024.

Cela s'explique principalement par 2 dépenses exceptionnelles réalisées en 2024 pour un montant total de 1 133 969 € :

- Pénalités conventionnelles et frais de gestion liés à l'acquisition auprès du SAF94 de 8 biens dans le cadre de la fin des conventions de portage (délibération n°23.152 du 13 décembre 2023) : 519 232 €
- Ajustement par le SIRESCO des contributions (nombre de repas livrés) en 2022 et en janvier 2023 : 614 737 €

Sans la prise en compte de ces 2 dépenses exceptionnelles sur l'exercice 2024, les charges à caractère général en 2025 sont en augmentation de 1,50% par rapport au BP 2024 et de 6,36 % par rapport au réalisé 2024.

Les principales augmentations en 2025 concernent :

- Les contrats d'assurance
- L'intégration des charges de copropriété des parkings dans le budget de la Commune
  - Les 5 parkings (Mairie, Jaurès, Port, Marché et Orix) sont actuellement gérés en régie et font l'objet d'un budget annexe. Il a été décidé de confier la gestion des parkings à un opérateur privé spécialisé dans ce domaine dans le cadre d'une délégation de service public sous la forme d'une concession (délibération n°24.031 du 3 avril 2024).

Accusé de réception en préfecture  
094-219400223-20250312-25-004-DE  
Date de télétransmission : 12/03/2025  
Date de réception préfecture : 12/03/2025

Ce délégataire prendra à sa charge les impôts et taxes en vigueur à la signature du contrat. En revanche, les charges de copropriété resteront à la charge de la Commune. Elles sont estimées à 105 000 € au BP 2025.

## 2- Les charges de personnel (chapitre comptable 012)

Pour rappel, le budget primitif 2024 pour les charges de personnel s'élevait à 43 500 000 euros, augmenté par DM à 43 863 000 euros. Il a été réalisé à hauteur de 99,26%.

**Le budget primitif 2025 pour les charges de personnel s'élève à 44 580 000 €, soit +2,48% par rapport au budget primitif 2024 et +2,37% par rapport au réalisé 2024.**

Cette évolution résulte d'effets mécaniques incompressibles (effet « Glissement-Vieillesse-Technicité »), de l'application de nouvelles décisions (mise en œuvre du bonus attractivité ; modalités de maintien du régime indemnitaire pendant les périodes de congé longue maladie et de congé de grave maladie), des besoins de recrutements, de l'augmentation de 1% de la part patronale URSSAF maladie, et de l'augmentation de 3% du taux de cotisation CNRACL (au 1<sup>er</sup> janvier 2025).

Les détails sont présentés au chapitre VI du présent document.

## 3- Les atténuations de produits (chapitre comptable 014)

### ▪ Le prélèvement au titre du Fond National de Garantie Individuelle des Ressources (FNGIR)

Cette modalité de péréquation horizontale fût mise en place à l'occasion de la suppression de la Taxe professionnelle. Elle permet de neutraliser l'impact de la réforme pour les collectivités. Celles qui sont « gagnantes » reversent leur « surplus » aux « perdantes ». Ce reversement est stabilisé depuis 2013 à **2 075 194 €**.

### ▪ Le Fond de Péréquation Intercommunal et Communal (FPIC)

Les communes les plus défavorisées sont exemptées de contribution au FPIC, à savoir les 250 premières communes de plus de 10 000 habitants. La commune a été exonérée du paiement du FPIC en 2017 en étant classée dans les 250 communes les plus pauvres l'année précédente (cf. Dsu).

Elle a été soumise à cette contribution de 2018 à 2020 en raison du double effet de la progression des bases d'imposition et de la création de la CASA puis du Territoire. En effet, lors de l'intégration dans une intercommunalité, le calcul du potentiel fiscal est réalisé en prenant en compte la richesse moyenne du territoire, en l'occurrence très sensiblement supérieur au calcul qui aurait été fait si la commune était restée isolée.

Depuis, la commune n'a pas contribué au FPIC compte tenu de son rang de classement à la DSU.  
La commune devrait également être exonérée en 2025.

Année	Rang de classement DSU	Montant contribution
2016	247	Exonération
2017	272	Exonération
2018	271	460 129 €
2019	251	421 870 €
2020	233	363 722 €
2021	197	Exonération
2022	213	Exonération
2023	227	Exonération
2024	216	Exonération

Accusé de réception en préfecture  
094-219400223-20250312-25-004-DE  
Date de télétransmission : 12/03/2025  
Date de réception préfecture : 12/03/2025

Pour rappel :

Bien qu'il ne soit pas proposé de contribution au FPIC en 2024, l'EPT peut décider d'une répartition différente entre les Communes membres et notamment d'augmenter leur part afin de compenser sa propre contribution.

Ainsi, en 2020, la contribution supplémentaire supportée par les communes de l'EPT s'est élevée à 497 000 € (dont 30 674 € pour Choisy-le-Roi). De nouveau, en 2021, l'EPT a demandé aux communes de contribuer à hauteur de 189 994 €, dont 11 786 € pour Choisy-le-Roi. Choisy-le-Roi contestant cette contribution (comme d'autres collectivités de l'EPT), cette contribution n'a pas été versée à l'EPT.

En effet, une répartition dérogatoire à celle de droit commun devrait faire l'objet d'une délibération de l'EPT et des Communes membres. Or, les contributions supplémentaires au FPIC ont été demandées en 2020 et 2021 par une augmentation du FCCT.

En 2023, suite aux bilans 2021 réalisés par l'EPT par bassin, une participation supplémentaire au FCCT a été demandée aux communes situées sur le territoire des bassins déficitaires en 2021 sur la compétence « ordures ménagères ».

La commune a été contrainte de verser 89 939 € de FCCT supplémentaire. Or, il est rappelé que les recettes fiscales liées à la TEOM « taxe d'enlèvement des ordures ménagères » sont perçues directement par l'EPT depuis 2021.

#### 4- Les autres charges de gestion courante (chapitre comptable 65)

##### ▪ Indemnités, frais de mission et de formation des élus

Les dépenses 2025 inscrites sur le chapitre 65 sont budgétées pour un montant total de 561 000 €, soit une diminution de 1,23% par rapport au BP 2024.

##### Les indemnités du Maire et des Adjointes

L'inscription de 403 214 € est inférieure au montant des indemnités versées en 2024 en raison de la redistribution des délégations.

##### Les dépenses « Frais de mission et de déplacement »

L'enveloppe prévisionnelle du nouvel exercice est fixée sur un niveau permettant de couvrir les éventuels autres frais courants :

BP 2023	Réalisé 2023	BP 2024	Réalisé 2024	BP 2025
1 000 €	4 622 €	2 350 €	2 041 €	2 000 €

##### Les dépenses « Frais de représentation du Maire »

Par une délibération en date du 16 juillet 2020, le conseil municipal a arrêté le montant des frais de représentation du Maire à hauteur de 3 000 €.

##### Les dépenses « Formations élus – majorité »

Il est proposé une inscription de 9 350 €, au regard du réalisé de l'exercice 2024 et de la réglementation en vigueur. Cette enveloppe pourra être ajustée en 2025 à la hausse en fonction du nombre de formations suivies par les élus.

##### ▪ Subvention au COS

Pour rappel, l'action sociale des personnels de la ville de Choisy-le-Roi comprend deux volets :

- Une offre globale et large via le CNAS depuis 2022 (chapitre 012)
- Une offre complémentaire plus locale via le COS (chapitre 65)

Il est proposé de reconduire la subvention au COS de 100 000 € afin de lui permettre de proposer des prestations d'actions sociales en complément de celles délivrées par le CNAS.

#### ▪ Subvention au CCAS

Le montant de la subvention versée au CCAS est estimé à **2 516 000 €**, contre 2 360 000 € au BP 2024.

L'évolution est de 6.61 % par rapport au BP 2024 et de 22.1% par rapport au réalisé 2024, principalement en raison de l'évolution des charges de personnel.

#### ▪ Subvention au Théâtre Cinéma de Choisy-le-Roi

Le montant de la subvention proposé au BP 2025 est de **876 000 €**, identique à celui de 2024.

#### ▪ Subvention au budget annexe des Parkings

Le dossier de délégation de service public (DSP) pour la gestion des parkings est présenté au Conseil municipal du 7 mars 2025, pour une prise d'effet au mois de mai 2025. Cette DSP aura pour conséquence la clôture du budget annexe des parkings.

C'est pourquoi il est proposé d'inscrire en 2024 une subvention d'équilibre de **184 000 €**. Cette subvention permettra de faire face aux dépenses courantes jusqu'au transfert de gestion au délégataire (contrats d'entretien, masse salariale...). Par contre, les charges de copropriété liées aux parkings, estimées à 105 000 €, sont intégrées dans le budget de la Commune à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025.

Pour rappel, le montant de la subvention d'équilibre du budget principal au budget annexe des parkings s'est élevé à 290 000 € en 2024 (délibération n°24.124 du 6 novembre 2024).

#### ▪ Autres subventions versées

Les subventions aux associations sont maintenues au même niveau qu'en 2024.

#### ▪ Le fonds de compensation des charges transférées (FCCT)

Cette contribution, versée par la Commune à l'EPT, connaît des évolutions en fonction de la prise de compétence progressive de l'EPT et de l'évolution régulière de certaines dépenses (aménagement, habitat...).

Le montant du FCCT est fixé à titre prévisionnel en fonction des dépenses de l'année N-1 et réajusté en fin d'année selon les dépenses constatées par l'EPT et présentées en CLECT.

En 2025, il est proposé une augmentation de 2.9% par rapport au BP 2024, soit environ **3,99 M€**.

### **5- Les charges d'intérêt de la dette (chapitre comptable 66)**

---

Les charges d'intérêts sont évaluées en 2025 à 761 000 €, en augmentation de 20.80% par rapport au réalisé 2024.

Cette évolution s'explique principalement par :

- Les charges d'intérêts liés aux emprunts contractés en 2024 pour un montant total de 10 M€
- Les emprunts nouveaux à contracter en 2025 pour financer le programme d'investissement

### **6- Les charges exceptionnelles (chapitre comptable 67)**

---

Les charges exceptionnelles sont estimées à 42 000 €, identiques à la prévision 2024.

Ces charges concernent les annulations de titres de recettes sur les exercices antérieurs.

## V – EVOLUTION DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

### 1. Les atténuations de charges (chapitre comptable 013)

Les atténuations de charges sont **estimées à 424 500 €** (658 K€ réalisés en 2021 / 628 K€ en 2022 / 435 K€ en 2023 / 604 K€ en 2024).

Cette recette concerne principalement les remboursements en matière d'accident de travail, maladie et indemnités journalières dans le cadre des assurances souscrites par la ville.

L'estimation reste prudente car les remboursements peuvent subir des variations importantes d'une année à l'autre suivant les accidents de travail ou maladies constatés.

Libellé des recettes	Montants budgétisés pour l'année 2025
RBST/REMUN. INDEMNITES ACCIDENT DU TRAVAIL	250 000 €
RBST/REMUN. INDEMNITES JOURNALIERES	94 000 €
RBST/REMUN. TROP PERCU SUR SALAIRE	17 000 €
RBST CONSEILLERS NUMERIQUES	12 500 €
RBST CIG DECHARGES SYNDICALES	42 200 €
RBST CDC CONGES PATERNITE	4 000 €
RBST/CHARGES PATRONALES MOBILITE AGENTS LOGES	4 800 €
<b>TOTAL ATTENUATIONS DE CHARGES</b>	<b>424 500 €</b>

### 2. Les produits des services et du domaine (chapitre comptable 70)

Les produits des services et du domaine avaient été estimés à 4,61 M€ au BP 2024 et réalisés à hauteur de 4,79 M€.

Par prudence, compte tenu du contexte économique et social, ces recettes pour 2025 sont évaluées à 4,78 M€, soit une quasi-stagnation par rapport aux recettes perçues en 2024.

Cette évolution tient compte de l'augmentation des tarifs (de l'ordre de 2%), conformément à la délibération n° 24.043 du Conseil Municipal du 22 mai 2024 sur les tarifs PASAM (activités municipales dont le tarif est calculé en fonction du quotient familial).

### 3. Les impôts et taxes (chapitre comptable 73 et 731)

#### ▪ Les impôts directs locaux

*Pour rappel :*

*La réforme de la taxe d'habitation s'applique depuis 2021 à la collectivité : les pertes de recettes TH sur les résidences principales sont compensées par la réintégration des recettes du foncier bâti départemental et par un dispositif d'équilibre reposant sur un coefficient correcteur des bases ;*

2022		2021		2020
Taux communal TFB	=	Taux communal TFB	=	Taux communal TFB 2020
39,84%	=	39,84%	=	26,09%
				+
				Taux départemental TFB 2020
				13,75%

*Depuis la loi de finances pour 2018, le coefficient de revalorisation annuelle des valeurs locatives n'est plus fixé par amendement parlementaire. Il relève désormais d'un calcul basé sur l'évolution de l'indice des prix à la consommation entre le mois de novembre N-1 et le mois de novembre N-2.*

*En raison de l'inflation et après une augmentation de 3,4% en 2022, la revalorisation forfaitaire des bases locatives a atteint un niveau record de +7,1% en 2023, puis un niveau de +3,9% en 2024.*

Hypothèses retenues en matière d'évolution des bases de fiscalité locales pour 2025 :

- ⇒ Coefficient de revalorisation forfaitaire des bases fiscales décidée par l'Etat : **+ 1,7 % en 2025**
- ⇒ Stabilité du taux communal : **la commune ne prévoit pas de modifier les taux de fiscalité en 2025**
- ⇒ Stagnation « physique » des bases (constructions de logements...)

Les recettes liées aux impôts directs locaux sont estimées à **40,40 M€** en 2025, soit + 2% (792 K€) par rapport aux recettes fiscales perçues en 2024.

#### ▪ L'attribution de compensation (AC)

Cette attribution reversée par la MGP reste stabilisée à **13 513 127 €**.

Elle voit s'additionner l'ancienne AC versée par la CASA (10,177 M€) et la compensation part salaire (3,475 M€). Elle est figée, hors nouveaux transferts de charges, en vertu du pacte financier et fiscal métropolitain qui sanctuarise le versement des AC.

Depuis 2019, elle est minorée de 5 301 euros au titre du transfert de la compétence « environnement ».

La compensation de la part salaire est reversée au Territoire au travers du Fond de Compensation des Charges Territoriales (FCCT) sur lequel sont également imputés les transferts de charges réalisés.

#### ▪ La taxe de séjour

La taxe de séjour a été instituée sur l'ensemble du territoire de la Commune le 1<sup>er</sup> janvier 2023 (délibération n°22.095 du 22 juin 2022). Celle-ci est perçue selon la fréquentation au réel pour toutes les natures et catégories d'hébergement à titre onéreux proposés sur le territoire.

Elle est calculée en tenant compte :

- Du nombre de personnes hébergées
- Du nombre de nuitées passées
- Du tarif correspondant à la catégorie de l'hébergement

Les recettes sont estimées à **120 950 €** en 2025.

Accusé de réception en préfecture  
094-219400223-20250312-25-004-DE  
Date de télétransmission : 12/03/2025  
Date de réception préfecture : 12/03/2025

▪ **Les autres impôts et taxes**

Il est envisagé une stabilité des autres impôts et taxes par rapport aux recettes perçues en 2024 (droits de mutation, droits de place, taxe sur la publicité extérieure, taxe sur la consommation électrique...).

▪ **Le fond de solidarité des communes de la région Ile-de-France (FSRIF) :**

Les écarts de richesse entre les communes franciliennes étant plus élevés que ceux des autres régions, le FSRIF est un fonds spécifique assurant une redistribution entre les communes de la région d'Ile-de-France par prélèvement sur les communes les plus favorisées au profit des communes les plus défavorisées.

La loi de finances 2025 prévoit une stabilité du fonds, à hauteur de 350 M€

Compte tenu des critères d'éligibilité (dont l'évolution de la population DGF, le revenu par habitant, les logements sociaux et le rang de classement), on retient une hypothèse de **3 422 229 €**, en baisse de 1,38% par rapport au montant perçu en 2024.

	2022	2023	2024	2025
Evolution FSRIF	3 720 129	3 635 044	3 470 197	3 422 229
		-2,29%	-4,53%	-1,38%

#### 4. Les Dotations et Participations (chapitre comptable 74)

▪ **La Dotation Globale de Fonctionnement (DGF)**

La DGF se compose de 3 dotations de péréquation :

- ⇒ La dotation forfaitaire (DF)
- ⇒ La dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale (DSU)
- ⇒ La dotation nationale de péréquation (DNP)

*1. La Dotation forfaitaire (DF)*

La DF est la principale dotation de l'Etat versée aux communes.

La Loi de finances 2025 prévoit un écrêtement de la DF pour une enveloppe totale de 140 M€ (contre 30 M€ en LF 2024) afin de financer une partie de la progression de 290 M€ des dotations de péréquation verticale des communes (DSR et DSU). Les 150 M€ de réabondement restants seront financés par l'Etat via notamment une réduction de l'enveloppe de dotation de soutien à l'investissement local (DSIL).

La DF évolue en fonction de la population et du potentiel fiscal par habitant.

Depuis 2022, la Commune ne fait plus partie des communes écrêtées.

En 2025, la Commune perdrait 27 habitants.

Afin de prévoir un effet population à la baisse, la DF est estimée par prudence à **5 857 702 €** (5 860 760 € perçus en 2024).

	2 018	2019	2 020	2021	2 022	2023	2 024	2025
Population	44 346	44 936	45 762	46 623	46 650	46 756	46 637	46 610
Variation	+ 449	+ 590	+ 826	+ 861	+ 27	+ 106	- 119	-27
Variation en %		1,3%	1,8%	1,9%	0,1%	0,2%	-0,3%	-0,1%

Accusé de réception en préfecture  
094-219400223-20250312-25-004-DE  
Date de télétransmission : 12/03/2025  
Date de réception préfecture : 12/03/2025



## 2. La Dotation de Solidarité Urbaine (DSU)

L'éligibilité à la DSU est liée à la strate de la commune et à son rang de classement.

Ce dernier dépend du potentiel financier (30%), du revenu (25%), des bénéficiaires d'aides au logement (30%) et des logements sociaux (15%).

Les communes de + 10 000 habitants classées parmi les 250 premières, sont exemptées de contribution au FPIC.

Après être sortie du dispositif bonifié de 2018 à 2020, la Commune bénéficie de nouveau du « bouclier DSU ».

Pour 2025, on retient une hypothèse prudente de la DSU, avec une progression de l'ordre de 4% par rapport à la dotation perçue en 2024.

La DSU de Choisy-Le-Roi est estimée à **3 472 407 €** en 2025, en progression de 134 000 € par rapport à l'année 2024.

## 3. La dotation nationale de péréquation (DNP)

L'objectif de la DNP est d'atténuer les disparités de richesse fiscale entre toutes les communes.

Elle est composée de 2 parts : une part principale et une part majoration.

L'enveloppe de DNP est figée en loi de finances depuis 2015.

La commune est éligible à la part principale et inéligible à la part majoration.

La part principale est attribuée aux communes dont le Potentiel Financier (PFI)/habitant est inférieur à 105% du PFI moyen, et dont l'effort fiscal est supérieur à l'effort fiscal moyen.

Le montant de la dotation est ensuite réparti en fonction de la population DGF et du potentiel financier. Ce montant évolue dans une fourchette de -10/+20% par rapport à l'année précédente.

Le montant de la DNP est estimé à **683 753 €** en 2025 (595 527 € perçus en 2024).

### ▪ Le Fonds de Compensation pour la Taxe sur la Valeur Ajoutée (FCTVA)

Le dispositif du FCTVA était auparavant réservé aux seules dépenses d'investissement.

L'éligibilité au FCTVA a été élargie à certaines dépenses de fonctionnement (entretien des bâtiments publics et de la voirie) payées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016.

Le taux de compensation du FCTVA est maintenu à 16,404% depuis 2015.

Compte tenu des dépenses éligibles envisagées, Il est proposé d'inscrire **30 000 €** au BP 2025.

### ▪ Les autres participations

En 2025, les participations de l'Etat, du Département, de la Région et des autres organismes sont estimées à **3,39 M€**.

En 2024, les recettes perçues se sont élevées à 3,38 M€.

Les allocations compensatrices sont estimées à **700 000 €** (753 877 € perçus en 2024 / 812 014 € perçus en 2023).

Il s'agit des compensations par l'Etat des pertes de ressources consécutives à des mesures d'exemption, d'exonérations, d'abattements ou de plafonnement des taux décidés par la loi.

## **5. Les autres produits de gestion courante (chapitre comptable 75)**

En 2025, les recettes sont estimées à **1,07 M€** contre 1,26 M€ perçus en 2024.

Il s'agit principalement des recettes issues de la location des locaux commerciaux (868 700 €), les charges étant perçues sur le compte 70878.

Accusé de réception en préfecture  
094-219400223-20250312-25-004-DE  
Date de télétransmission : 12/03/2025  
Date de réception préfecture : 12/03/2025

## 6. Les produits financiers (chapitre comptable 76)

---

Les produits financiers concernent les parts sociales détenues à la SADEV ainsi qu'à la Caisse d'Epargne.  
Elles sont estimées à 200 €.

## VI – EVOLUTION DES RESSOURCES HUMAINES

### 1. L'évolution des ressources humaines

Le cadre du débat d'orientations budgétaires précise que l'évolution prévisionnelle des dépenses et des effectifs doit figurer dans le rapport d'orientations budgétaires débattu au Conseil municipal.

Contrairement aux premiers exercices du mandat (contexte de crise sanitaire), comme en 2023, l'année 2024 s'est inscrite dans un retour à la normale du fonctionnement des services de la ville de Choisy-le-Roi, permettant d'envisager en continuité des modes d'activités conformes en 2025.

#### ▪ Les effectifs

### ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/2025

GRADES ET EMPLOIS	Catégorie	Effectifs budgétaires	Total effectifs pourvus au 01/01/2025	Titulaire			Contractuel			
				Total	TC	TNC	Total	CDI	TC	TNC
COLLABORATEUR DE CABINET										
Directeur de Cabinet	A	1	1	0	0	0	1	0	1	0
Collaborateur	A	2	2	0	0	0	2	0	2	0
SOUS TOTAL 1		3	3	0	0	0	3	0	3	0
EMPLOI FONCTIONNEL										
Administrateur détaché sur emploi fonctionnel de DGS	A+	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Attaché hors classe détaché sur emploi fonctionnel	A	2	0	0	0	0	0	0	0	0
Attaché principal détaché sur un emploi fonctionnel de DGA	A	1	1	1	1	0	0	0	0	0
Attaché détaché sur un emploi fonctionnel de DGA	A	1	1	1	1	0	0	0	0	0
Ingénieur général détaché sur l'emploi fonctionnel de Directeur Général	A+	1	1	1	1	0	0	0	0	0
Ingénieur hors classe détaché sur emploi fonctionnel de DGST	A	1	1	1	1	0	0	0	0	0
Ingénieur principal détaché dans l'emploi fonctionnel de directeur général adjoint	A	1	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL 2		8	4	4	4	0	0	0	0	0
FILIERE ADMINISTRATIVE										
Administrateur	A+	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Directeur	A	3	1	1	1	0	0	0	0	0

Accusé de réception en préfecture  
094-219400223-20250312-25-004-DE  
Date de télétransmission : 12/03/2025  
Date de réception préfecture : 12/03/2025

Attaché hors classe	A	3	3	2	2	0	1	0	1	0
Attaché principal	A	15	6	6	6	0	0	0	0	0
Attaché	A	42	26	8	8	0	18	3	15	0
Rédacteur principal 1ère classe	B	5	2	2	2	0	0	0	0	0
Rédacteur principal 2ème classe	B	16	13	6	6	0	7	0	7	0
Rédacteur	B	18	10	7	7	0	3	0	3	0
Adjoint administratif principal 1ère classe	C	43	37	37	37	0	0	0	0	0
Adjoint administratif principal 2ème classe	C	26	16	16	16	0	0	0	0	0
Adjoint administratif	C	38	27	22	22	0	5	0	5	0
<b>SOUS TOTAL 3</b>		<b>210</b>	<b>141</b>	<b>107</b>	<b>107</b>	<b>0</b>	<b>34</b>	<b>3</b>	<b>31</b>	<b>0</b>
<b>FILIERE TECHNIQUE</b>										
Ingénieur général	A+	1	1	1	1	0	0	0	0	0
Ingénieur hors classe	A	1	1	1	1	0	0	0	0	0
Ingénieur principal	A	6	5	5	5	0	0	0	0	0
Ingénieur	A	9	6	4	4	0	2	0	2	0
Technicien principal 1ère classe	B	10	5	5	5	0	0	0	0	0
Technicien principal 2ème classe	B	20	15	6	6	0	9	1	8	0
Technicien	B	11	7	5	5	0	2	0	2	0
Agent de maîtrise principal	C	26	10	10	10	0	0	0	0	0
Agent de maîtrise	C	12	7	5	5	0	2	0	2	0
Adjoint technique principal 1ère classe	C	96	74	72	72	0	2	0	2	0
Adjoint technique principal 2ème classe	C	89	78	78	78	0	0	0	0	0
Adjoint technique	C	173	162	103	103	0	59	0	59	0
<b>SOUS TOTAL 4</b>		<b>454</b>	<b>371</b>	<b>295</b>	<b>295</b>	<b>0</b>	<b>76</b>	<b>1</b>	<b>75</b>	<b>0</b>
<b>FILIERE MEDICO-SOCIALE</b>										
Médecin hors classe	A	1	1	1	1	0	0	0	0	0
Médecin de 1ère classe	A	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Médecin de 2° classe	A	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Puéricultrice Hors classe	A	2	0	0	0	0	0	0	0	0
Psychologue hors classe	A	1	1	0	0	0	1	1	0	0
Psychologue classe normale	A	1	1	0	0	0	1	0	0	1
Infirmier en soins généraux	A	3	0	0	0	0	0	0	0	0
Assistant socio-éducatif de classe exceptionnelle	A	1	1	1	1	0	0	0	0	0
Assistant socio-éducatif	A	2	0	0	0	0	0	0	0	0
Educateur de Jeunes Enfants de classe exceptionnelle	A	6	5	5	5	0	0	0	0	0
Educateur de Jeunes Enfants	A	6	5	2	2	0	3	0	3	0
Pédicures- pod,ergothérapeutes,psychomotricien,orthoptiste,tech.labo.,manip. h cl	A	1	1	1	1	0	0	0	0	0
Auxiliaire de puériculture de classe supérieure	B	10	8	8	8	0	0	0	0	0
Auxiliaire de puériculture de classe normale	B	6	6	4	4	0	2	0	2	0

Accusé de réception en préfecture  
094-219400223-20250312-25-004-DE  
Date de télétransmission : 12/03/2025  
Date de réception préfecture : 12/03/2025

Agent social principal 1ère classe	C	4	4	4	4	0	0	0	0	0
Agent social principal 2ème classe	C	4	3	3	3	0	0	0	0	0
Agent social	C	5	6	6	6	0	0	0	0	0
Agent spécialisé des écoles maternelles principal 1ère classe	C	30	25	25	25	0	0	0	0	0
Agent spécialisé des écoles maternelles principal 2ème classe	C	32	24	15	15	0	9	0	9	0
<b>SOUS TOTAL 5</b>		<b>117</b>	<b>91</b>	<b>75</b>	<b>75</b>	<b>0</b>	<b>16</b>	<b>1</b>	<b>14</b>	<b>1</b>
<b>FILIERE SPORTIVE</b>										
Conseiller des activités physiques et sportives	A	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Educateur des A.P.S principal de 1ère classe	B	7	5	5	5	0	0	0	0	0
Educateur des A.P.S principal de 2ème classe	B	6	2	2	2	0	0	0	0	0
Educateur des A.P.S	B	10	10	5	5	0	5	0	5	0
Opérateur A.P.S. qualifié	C	1	1	0	0	0	1	1	0	0
<b>SOUS TOTAL 6</b>	<b>0</b>	<b>25</b>	<b>18</b>	<b>12</b>	<b>12</b>	<b>0</b>	<b>6</b>	<b>1</b>	<b>5</b>	<b>0</b>
<b>FILIERE CULTURELLE</b>										
Conservateur de bibliothèque	A+	2	1	1	1	0	0	0	0	0
Attaché principal de conservation	A	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Attaché de conservation	A	2	1	0	0	0	1	0	1	0
Bibliothécaire	A	2	2	2	2	0	0	0	0	0
Directeur d'établissement d'enseignement artistique 2ème classe	A	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Professeur d'enseignement artistique hors classe	A	8	5	5	4	1	0	0	0	0
Professeur d'enseignement artistique classe normale	A	5	4	2	2	0	2	0	0	2
Assistant d'enseignement artistique principal 1ère CL	B	18	13	11	5	6	2	1	0	1
Assistant d'enseignement artistique principal 2ème CL	B	29	28	5	1	4	23	3	8	12
Assistant d'enseignement artistique	B	4	2	1	1	0	1	0	0	1
Assistant de conservation principal de 1ère classe	B	7	3	2	2	0	1	0	1	0
Assistant de conservation principal de 2ème classe	B	5	4	2	2	0	2	0	2	0
Assistant de conservation	B	8	7	4	4	0	3	0	3	0
Adjoint du patrimoine principal 1ère classe	C	6	5	5	5	0	0	0	0	0
Adjoint du patrimoine principal 2ème classe	C	3	1	1	1	0	0	0	0	0
Adjoint du patrimoine	C	5	7	2	2	0	5	0	5	0
<b>SOUS TOTAL 7</b>		<b>106</b>	<b>83</b>	<b>43</b>	<b>32</b>	<b>11</b>	<b>40</b>	<b>4</b>	<b>20</b>	<b>16</b>
<b>FILIERE POLICE MUNICIPALE</b>										
Directeur de police municipale	A	1	1	1	1	0	0	0	0	0
Chef de service police municipale	B	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Brigadier chef principal	C	19	21	21	21	0	0	0	0	0

Accusé de réception en préfecture  
094-219400223-20250312-25-004-DE  
Date de télétransmission : 12/03/2025  
Date de réception préfecture : 12/03/2025

Gardien-brigadier	C	9	6	6	6	0	0	0	0	0
<b>SOUS TOTAL 8</b>		<b>30</b>	<b>28</b>	<b>27</b>	<b>27</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>FILIERE ANIMATION</b>										
Animateur principal 1ère classe	B	10	6	6	6	0	0	0	0	0
Animateur principal 2ème classe	B	7	4	4	4	0	0	0	0	0
Animateur	B	18	12	11	11	0	1	0	1	0
Adjoint d'animation principal de 1ère classe	C	11	11	11	11	0	0	0	0	0
Adjoint d'animation principal de 2ème classe	C	21	17	17	17	0	0	0	0	0
Adjoint d'animation	C	57	50	30	30	0	20	0	20	0
<b>SOUS TOTAL 9</b>		<b>124</b>	<b>100</b>	<b>79</b>	<b>79</b>	<b>0</b>	<b>21</b>	<b>0</b>	<b>21</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>1077</b>	<b>839</b>	<b>642</b>	<b>631</b>	<b>11</b>	<b>196</b>	<b>10</b>	<b>169</b>	<b>17</b>

**TC** : Temps complet

**TNC** : Temps non complet

L'écart constaté entre postes délibérés et postes pourvus s'explique pour environ un cinquième par des départs (mutation, retraite, ...) pour lesquels la procédure de recrutement n'a pas encore abouti, ou pour lesquels des arbitrages se réalisent. Quant aux quatre autres cinquièmes, une mise à jour optimisant le tableau des effectifs s'avèrera nécessaire, compte tenu qu'il s'agit de postes vacants de très longues dates et qu'ils ne correspondent plus à aucuns besoins de la collectivité.

▪ **L'exécution des dépenses de personnel et leur évolution prévisionnelle**

**Le budget primitif 2025 pour les charges de personnel s'élève à 44 580 000€.**

Dont :

Rémunération principale agents CNRACL	15 273 000 €
Supplément familial et indemnité de résidence agents CNRACL	664 300 €
NBI	198 900 €
Autres indemnités agents CNRACL	4 947 300 €
Rémunérations Agents Non Titulaires (hors apprentis)	8 235 400 €
Rémunérations Apprentis	83 319€
Supplément familial et indemnité de résidence agents Non Titulaires	187 260€
Autres indemnités Agents Non Titulaires	2 317 100 €

Pour la prévision de l'exercice 2025, l'évolution de la masse salariale résulte d'effets mécaniques incompressibles, de l'application de nouvelles décisions, et de besoins de recrutements, ainsi que le détaille notamment le tableau suivant :

GVT (avancement échelons, grades, promotions internes)	279 900 €
Mise en œuvre des revalorisations salariales pour les professionnels de la petite enfance	44 700 €
Maintien du régime indemnitaire en cas de congés longue maladie et congés de grave maladie	30 500 €
CNRACL augmentation du taux de cotisation de 3%	456 000€
URSSAF augmentation de 1% de la part patronale URSSAF maladie	124 000€

Concernant les postes permanents, il s'agit de permettre le bon fonctionnement des services et le développement de l'activité de la Ville, et de répondre aux politiques publiques et projets portés par la majorité municipale. En 2024, 150 recrutements sur postes permanents ont été réalisés, dont 35 par mobilité interne. La Direction générale adjointe des services aux familles recouvre 40% de ces recrutements.

Les crédits nécessaires à ces postes sont inscrits de manière graduée, par douzièmes différenciés au regard des dates estimées de recrutements.

La Ville de Choisy-le-Roi poursuit l'accompagnement des jeunes dans l'accession à un niveau de professionnalisation leur permettant d'arriver qualifiés sur le marché du travail, mais aussi a la volonté de se créer sa propre ressource pour faire face aux tensions de recrutements pour un certain nombre de métiers territoriaux, difficulté générée par la concurrence entre employeurs. À ce titre, il est permis le recours à 15 apprentis présents de manière simultanée au sein des services de la Ville. Pour l'année d'enseignement 2024-2025, après validation du CNFPT ou par financements propres, 8 apprentis sont ainsi accueillis au sein de différents services de la Ville. Pour l'année scolaire 2025/2026, un contingent prévisionnel d'accueil d'apprentis est souhaité, sous réserve de l'arbitrage du CNFPT et des contraintes budgétaires liées.

▪ **Total produits des services et du domaine = 157 805 €**

Libellé des recettes	Montants budgétisés pour l'année 2024
RBST. COS AGENT MIS A DISPO.	22 350 €
RBST FLUIDES AGENTS LOGES	6 200 €
RBST EPT12 AGENTS MIS A DISPO AMENAGEMENT	21 538 €
RBST EPT12 AGENTS MIS A DISPO HABITAT	7 617 €
RBST EPT12 AGENTS MIS A DISPO ORDURES MENAGERES	79 842 €
RBST EPT12 AGENTS MIS A DISPO PLU	20 258 €

Accusé de réception en préfecture  
094-219400223-20250312-25-004-DE  
Date de télétransmission : 12/03/2025  
Date de réception préfecture : 12/03/2025



## ▪ Le temps de travail

Depuis la loi n°2001-2 du 3 janvier 2001 relative à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la fonction publique ainsi qu'au temps de travail dans la fonction publique territoriale, la durée hebdomadaire de temps de travail est fixée à 35 heures par semaine, et la durée annuelle est de 1 607 heures.

Cependant, les collectivités territoriales bénéficiaient, en application de l'article 7-1 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, de la possibilité de maintenir les régimes de travail mis en place antérieurement à l'entrée en vigueur de la loi n°2001-2 du 3 janvier 2001.

La loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique a remis en cause cette possibilité. En effet, l'article 47 de ladite loi pose le principe de la suppression des régimes de temps de travail plus favorables, et l'obligation, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022, de respecter la règle des 1 607 heures annuelles de travail.

La Ville, pour une mise en conformité obligatoire avec la loi, a délibéré en séance du conseil municipal en date du 15 décembre 2021. Le temps de travail des agents a ainsi été fixé à 7h30 par jour et 37h30 par semaine, en lieu et place de 7 heures par jour et 35 heures par semaine.

À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 :

- la durée hebdomadaire du temps de travail des agents de la Ville est ainsi fixée à 37h30. Cette durée hebdomadaire du temps de travail s'applique ainsi aux cycles de travail hebdomadaires et en moyenne pour les cycles pluri-hebdomadaires. Comme le cycle de travail dépasse 35 heures, c'est-à-dire que la durée annuelle du travail dépasse 1 607 heures, 15 jours ouvrés par an d'aménagement et de réduction du temps de travail (ARTT) sont accordés afin que la durée annuelle du travail effectif soit conforme à la durée annuelle légale de 1 607 heures.
- la modalité d'exercice de la journée de solidarité se réalise par le travail d'un jour de réduction du temps de travail tel que prévu par les règles en vigueur. Pour les cycles de travail annualisés, la modalité d'exercice de la journée de solidarité est intégrée dans la réalisation annuelle effective des 1 607 heures de travail.
- les congés annuels correspondent à cinq fois les obligations hebdomadaires de service pour une année de service accompli, soit 25 jours.

## ▪ Les heures supplémentaires

Pour rappel, sont considérées comme des heures supplémentaires les heures effectuées dès le dépassement des bornes horaires définies par le cycle de travail, à la demande du chef de service.

Année	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
COÛT	505 710 €	525 926 €	523 571 €	344 510€	426 417 €	532 811 €	548 670 €	646 681
VOLUME (H)	29 507	30 546	30 752	19 451	23 768	25 491	24 936	27 026

## ▪ Les avantages en nature

Certains agents communaux bénéficient d'avantages en nature qui sont pris en compte et apparaissent, à ce titre, dans les revenus fiscalisés. Il s'agit :

- Concession de logement par nécessité absolue de service.  
Conformément au décret n°2012-752 du 9 mai 2012 portant réforme du régime des concessions de logement, et par délibération du 24 juin 2015 portant liste des emplois et des conditions d'occupation des logements de fonction, des agents sont logés par nécessité absolue de service. Il est stipulé que la concession de logement accordée par nécessité absolue de service comporte la gratuité de la prestation du logement nu, et que le bénéficiaire supporte l'ensemble des réparations locatives et des charges locatives afférentes au logement occupé, ainsi que les impôts ou taxes qui sont liés à l'occupation des locaux.
- Attribution d'un véhicule de fonction.

Accusé de réception en préfecture  
094-219400223-20250312-25-004-DE  
Date de télétransmission : 12/03/2025  
Date de réception préfecture : 12/03/2025

Par délibération du 22 septembre 2021, un véhicule de fonction est alloué à la fonction de Directeur.trice Général.e des Services.

## ▪ **La formation**

Dans notre environnement, ce sont nos métiers qui évoluent et avec eux les demandes des habitants auxquelles il faut savoir répondre en maintenant la qualité de service rendu à l'utilisateur. Ces changements impliquent l'adaptation de nos organisations, qui doivent savoir tirer le meilleur parti des compétences collectives et individuelles des agents, tous niveaux de responsabilités confondus. Cette adaptation s'appuie tout particulièrement sur l'engagement des collectivités dans l'élaboration d'un plan de formation.

Pour cette année 2025, il est maintenu une politique soutenue car nécessaire dans le champ de la formation. Composante essentielle de la politique des ressources humaines, la formation professionnelle permet une meilleure adaptation de l'administration de la Ville aux projets politiques de l'équipe municipale et aux évolutions de la société, et offre aux agents des collectivités territoriales un moyen de progresser professionnellement et de développer leur employabilité.

La question de la formation est en effet au cœur de la politique des ressources humaines, tant elle constitue un levier pour :

- Préserver sa santé et sa sécurité au travail, au travers notamment de formations techniques
- Optimiser les ressources humaines de la Ville, en réduisant l'écart entre les compétences requises par un profil de poste et les compétences acquises par l'agent
- Renforcer son employabilité, en développant tout au long de sa carrière de nouvelles compétences
- Favoriser son évolution professionnelle (formation tout au long de la vie) et sa carrière (préparation aux examens professionnels ou concours) ;
- Permettre à tous d'être en pleine compétences pour affronter différentes situations professionnelles de travail.

L'élaboration du budget prévisionnel en matière de formation pour 2025 a été réalisée à partir :

- ✓ Des grands axes de la stratégie RH au regard du projet municipal 2020-2026 ;
- ✓ De réunions avec les Directions Générales Adjointes (DGA) permettant d'identifier et de prioriser les besoins collectifs au sein des différentes directions qui leur sont rattachées ;
- ✓ De réunions avec les directeurs permettant d'identifier et de prioriser les besoins collectifs au sein des différents services qui leur sont rattachés ;
- ✓ Des besoins déjà exprimés lors des précédents recensements et qui n'avaient pas encore pu être couverts par les précédents plans annuels.

Le budget souhaité pour l'année 2025 est en correspondance avec les constats établis et des objectifs attendus. A l'instar de 2024, le montant alloué aux frais pédagogiques liés à l'accueil des apprentis est normalement pris en charge par le CNFPT à hauteur de 100% pour tous les contrats signés depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022. Sauf que dans son rôle de financeur, et à son appréciation, le CNFPT procède à un arbitrage et se réserve le droit de financer tout ou partie du nombre de postes d'apprentis portés par chaque collectivité territoriale. A l'aune du constat de la prise en charge effectivement faite par le CNFPT pour l'année scolaire 2024/2025, qui annonce déjà une réduction supplémentaire de ses financements pour l'année à venir, la ville de Choisy-le-Roi entend soutenir un accueil qui correspond à la fois à ses engagements en matière d'accompagnement des jeunes, et de permettre de se créer sa propre ressource, en prévoyant un effort financier propre à la collectivité pour l'année scolaire 2025/2026.

Pour 2025, les axes de formation restent déterminés en antenne :

- Les formations liées au développement des compétences des agents municipaux, nécessaires à l'exercice de leurs missions et au regard des évolutions des métiers : 35 000 €
- Les formations personnelles au travers du compte personnel de formation (CPF) : 2 000 €
- La formation obligatoire des agents de police municipale : 27 000 €
- Les frais pédagogiques liés à l'accueil d'apprentis : 25 000 €
- Les formations « hygiène et sécurité », pilotées par le service Prévention Santé et Sécurité au travail : 35 000 €

Accusé de réception en préfecture  
094-219400223-20250312-25-004-DE  
Date de télétransmission : 12/03/2025  
Date de réception préfecture : 12/03/2025

## 2. Les pistes d'évolution pour optimiser la masse salariale

---

Dans ce contexte global, la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC) constitue un axe stratégique pour :

- Mieux calibrer les postes aux besoins de la collectivité
- Adapter les compétences des agents aux emplois
- Favoriser le développement des compétences des agents
- Développer l'employabilité au sein de la collectivité via la mobilité interne
- Optimiser les emplois pour mieux maîtriser la masse salariale

Dans le prolongement de la loi de transformation publique du 6 août 2019 et du décret du 22 juillet 2022, le maintien dans l'emploi s'impose comme un enjeu majeur face à l'accompagnement des transitions professionnelles des agents territoriaux en situation de reclassement, de reconversion ou de mobilité. Il s'agit d'accompagner les transitions et les évolutions professionnelles des agents territoriaux, tant voulues que subies afin de maintenir leur employabilité dans un contexte d'allongement de la durée de carrière. La formation est un des outils de cet accompagnement dès lors qu'il est nécessaire de réduire les écarts entre les compétences acquises et transférables de l'agent et celles attendues par le métier visé. Le maintien dans l'emploi implique de mettre en œuvre différentes actions pour favoriser l'employabilité des agents dont les formations sur les fondamentaux comme la remise à niveau ou encore les formations liées à l'utilisation des outils informatiques (lutte contre l'illectronisme entre autres).

Les fonctions des agents sont définies dans les organigrammes qui sont progressivement ajustés pour répondre pleinement aux politiques publiques attendues. Le format de fiche de poste en vigueur permet de repérer les fonctions, missions, compétences, qualités et aptitudes professionnelles requises pour remplir ses missions de service public, ainsi que les moyens nécessaires au poste.

Les entretiens annuels d'évaluation doivent s'inscrire dans une logique de progrès, pour permettre notamment de préciser les besoins de formation liés aux écarts constatés entre les compétences requises par un poste et les compétences détenues par l'agent occupant le poste. Au-delà, il s'agit d'évaluer l'atteinte des objectifs fixés l'année passée et de définir les objectifs de l'année à venir. A cet effet, un atelier d'appropriation des outils et des procédures a été dispensé aux évaluateurs en début de campagne d'évaluation, exercice qui se répète ainsi annuellement.

Enfin, en vue d'améliorer l'efficacité collective, il conviendra de maintenir le principe de réinterroger systématiquement les organisations, notamment à l'occasion de toute vacance de poste (mutation externe, mobilité interne, départ en retraite, ...). Ainsi, en préalable à tout recrutement, il sera ainsi mesuré les impacts en termes de service public en cas de non-remplacement, sur des modalités réalisables d'organisation transitoire en mode dégradé, et des ajustements possibles et autres alternatives pour pallier au turnover.

De même, il conviendra de poursuivre l'optimisation des conditions de recours à des remplacements d'agents permanents momentanément absents, ainsi que la réalisation d'heures supplémentaires, les objectifs en matière de recrutements de vacataires ou d'emplois saisonniers.

Un suivi approprié de ces principes devrait contribuer à pouvoir contenir la masse salariale.

## VII – PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES INVESTISSEMENTS

Sous ce chapitre, prennent place deux types d'engagements : ceux traçables au travers de la programmation en AP/CP régulièrement revisités à l'occasion des différentes décisions budgétaires et ceux qui peuvent être formalisés différemment à l'occasion de contrats ou de conventions.

### 1. Les Autorisations de Programme (AP) et Crédits de Paiement (CP)

#### ▪ Les autorisations de programme en cours

N° AP	Intitulé de l'AP	N° délibération	/ Objet	Montant AP
12006	Groupe scolaire Mandela Langevin Rénov. intérieure / Cours d'école	N°20.006 du 22/01/20	Création AP	2 450 000
12009	Travaux voirie	N°20.006 du 22/01/20 N°24.018 du 03/04/24	Création AP Augmentation AP	3 298 000 20 000 000
12011	Aires de jeux pour enfants - Renouvellement	N°20.006 du 22/01/20 N°24.018 du 03/04/24	Création AP Augmentation AP	770 000 2 000 000
12012	NPNRU - Quartier Sud	N°21.080 du 30/06/21	Création AP	30 233 432
13013	Plantation d'arbres	N°22.027 du 23/03/22	Création AP	1 500 000
12014	Ecole élémentaire Victor Hugo - Rénovation énergétique	N°23.028 du 22/03/23	Création AP	1 910 000
12015	Centre Technique Municipal (CTM) - Requalification	N°23.029 du 22/03/23	Création AP	2 646 000
12016	Ecoles - Amélioration confort été	N°24.019 du 03/04/24	Création AP	1 100 000
12017	Square Brossolette - Travaux de réaménagement	Délibération 2025	Création AP	600 000
12018	Développement des îlots de fraîcheur	Délibération 2025	Création AP	660 000
12019	Réhabilitation de la passerelle Anatole France	Délibération 2025	Création AP	600 000

Les crédits de paiement sont actualisés chaque année en fonction de l'avancement des travaux réalisés et à venir.

Les Autorisations de Programme ont été actualisées en 2024 (délibération n°24.018 du 3 avril 2024).

Répartition annuelle des crédits de paiement :

N° AP	Intitulé de l'AP (Autorisation de programme)	Montant AP	CP (Crédits de paiement)					
			Réalisé au 31.12.24	2 025	2026	2027	2028	2029 et suivants
12006	Groupe scolaire Mandela Langevin Rénov. intérieure / Cours d'école	2 450 000	2 137 207,09	250 000	62 792,91			
12009	Travaux voirie	20 000 000	2 984 985,12	4 500 000	2 000 000,00	3 500 000,00	3 500 000,00	3 515 014,88
12011	Aires de jeux pour enfants Renouvellement	2 000 000	943 400,36	890 000	166 599,64			
12012	NPNRU - Quartier Sud	30 233 432	3 719 224,52	4 340 801	11 667 206,00	7 155 385,00	1 084 136,00	2 266 679,48
12013	Plantation d'Arbres	1 500 000	926 677,18	573 000	322,82			
12014	Ecole élémentaire Victor Hugo Rénovation énergétique	1 910 000	1 553 696,25	55 000	301 303,75	A solder en 2025		
12015	Centre Technique Municipal-CTM Requalification	2 646 000	248 709,27	400 000	1 346 000,00	651 290,73		
12016	Ecoles Amélioration confort été	1 100 000	213 821,20	450 000	436 178,80			
12017	Square Brossolette Travaux de réaménagement	600 000		120 000	480 000,00			
12018	Développement des îlots de fraîcheur	660 000		360 000	150 000,00	150 000,00		
12019	Réhabilitation de la passerelle Anatole France	600 000		300 000	300 000,00			

Accusé de réception en préfecture  
094-219400223-20250312-25-004-DE  
Date de télétransmission : 12/03/2025  
Date de réception préfecture : 12/03/2025

▪ Groupe scolaire Mandela-Langevin

Après la création d'un nouvel escalier de service à la maternelle Langevin en 2021, la refonte globale du nouveau groupe scolaire Mandela-Langevin s'est poursuivie en 2022 et 2023 avec l'aménagement des cours d'écoles élémentaires Langevin et Mandela.

En 2024, les travaux de rénovation du bâtiment de l'école élémentaire Langevin ont démarré avec notamment la mise aux normes de sécurité incendie, la réfection des blocs sanitaires situés sous le préau et le remplacement des menuiseries extérieures et des stores équipant la façade principale de l'école.

En 2025, il restera encore à réaliser les travaux de finition des espaces intérieurs (remise en peinture principalement) pour un montant de 200 000 €. Compte-tenu des contraintes d'occupation du site, les travaux seront réalisés durant les périodes de congés scolaires d'été.

Enfin, des travaux de rénovation et de mise en valeur des fresques murales existantes sur l'ensemble du groupe scolaire Langevin-Mandela (œuvre artistique d'origine de la construction) devront être réalisés, après avis de la DRAC, pour un montant estimé à 50 000 €

A noter que l'ensemble du programme bénéficie de recettes de l'ANRU et de la Région à hauteur d'1 500 000 €.

▪ Programme de travaux voirie

La ville compte environ 43 737 mètres de voiries communales. Au-delà de l'entretien courant, il est nécessaire de périodiquement envisager des réhabilitations plus lourdes ou de réaménager certaines rues.

Les opérations d'aménagement de voirie envisagées en 2025 dans le cadre de cette AP, pour un montant total de 4,5 M€ concernant, notamment, les rues suivantes :

- **Rue du Docteur Roux** : aménagements entre la RD5 et la rue Demanieux et voie des Roses, ayant pour objet : la réfection totale de la chaussée et des trottoirs, la mise en place d'aménagements de sécurité pour apaiser la circulation, la réorganisation du stationnement, le renforcement de la signalisation, étudier les possibilités de plantation. Estimation : 1,2 M€.
- **Rue Corvol** : aménagements divers ayant pour objet : la réfection totale de la chaussée et des trottoirs, la mise en place d'aménagements de sécurité pour apaiser la circulation, la réorganisation du stationnement, le renforcement de la signalisation, étudier les possibilités de plantation. Estimation : 1,4 M€.
- **Rue Waldeck Rousseau** : réfection totale des trottoirs, aménagement des intersections avec l'avenue Anatole France et l'avenue Marcel David, aménagement des pieds d'arbres, renforcement de la signalisation, remplacement du mobilier urbain vétuste. Estimation : 0,8 M€.
- **Rue Noel** : aménagements entre la RD86 avenue Victor Hugo et la rue Corvol, ayant pour objet : la réfection totale de la chaussée et des trottoirs, la mise en place d'aménagements de sécurité pour apaiser la circulation, la réorganisation du stationnement, le renforcement de la signalisation, étudier les possibilités de plantation. Estimation : 1,1 M€.

Par ailleurs, afin de préparer le programme de travaux de l'année 2026, nous engagerons des études de faisabilité et de maîtrise d'œuvre, notamment, sur les rues suivantes :

- **Rue Anatole France** : études de faisabilité en vue de la requalification (travaux chaussée, trottoirs, bordures, caniveaux, contours d'arbres...). L'Etude de faisabilité sera réalisée en 2025 pour définir le type d'aménagement à mettre en place, le coût, les contraintes, le planning. Estimation : 100 k€
- **Rue Alsace Lorraine** : études de maîtrise d'œuvre en vue de la requalification (travaux chaussée, trottoirs, bordures, caniveaux, contours d'arbres...). L'Etude sera réalisée en 2025 pour définir le type d'aménagement à mettre en place, le coût, les contraintes, le planning. Estimation : 150 k€
- **Rue Jules Vallès** : études de maîtrise d'œuvre en vue de la requalification (travaux chaussée, trottoirs, bordures, caniveaux...). L'Etude sera réalisée en 2025 pour définir le type d'aménagement à mettre en place, le coût, les contraintes, le planning. Estimation : 100 k€

- **Rue Sébastopol** : études de maîtrise d'œuvre en vue de la requalification (travaux chaussée, trottoirs, bordures, caniveaux, contours d'arbres...). L'Etude sera réalisée en 2025 pour définir le type d'aménagement à mettre en place, le coût, les contraintes, le planning. Estimation : 100 k€

L'effort de remise à niveau des voiries de la commune nécessite un haut niveau d'investissement, qui s'inscrit de manière constante dans la durée. Sur la période 2020 – 2029, conformément au Programme Pluriannuel des Investissements (PPI), c'est un budget de 20 millions d'Euros qui sera consacré aux travaux de voirie.

- Programme des aires de jeux pour enfants

La ville de Choisy-le-Roi dispose sur son territoire de près de 150 structures de jeux réparties sur une trentaine de sites notamment dans ses écoles et ses parcs.

Une somme de 890 000 € est envisagée sur l'exercice 2025 pour assurer les entretiens des structures et sols, le remplacement de sols souples ainsi que des opérations de renouvellement d'aires de jeux vieillissantes : les opérations de requalification des aires de jeux des squares Franchot et Cotton (opérations démarrées en 2024 pour la phase de conception), l'extension de l'aire de jeux des Hautes Bornes, la requalification de l'aire de jeux du square Chouteau.

Est également inscrite en 2024 la phase de conception pour les travaux de réaménagement du parc de Gondoles qui comprend de nombreuses aires de jeux et de rénovation de la ferme pédagogique.

**Une augmentation de l'AP en 2026 pour poursuivre ce programme sur le parc et la ferme pédagogique des Gondoles ainsi que les aires de jeux vieillissantes sera nécessaire et s'accompagnera d'une évolution du montant de l'APCP à hauteur de 3 M€.**

- Programmes ANRU et NPNRU (Nouveau Programme de Renouvellement Urbain)

**ANRU – ZAC des Hautes Bornes :**

L'aménagement de la ZAC se poursuit sur l'emprise du foyer ADEF avec la mise en chantier, en 2024, des lots situés de part et d'autre de la voie nouvelle (entre la rue de la remise aux Faisans et l'avenue Rosa Luxembourg) qui sera créée pour cette opération. La ville devra mobiliser des crédits en 2026 pour intervenir sur des aménagements de voirie.

**ANRU – ZAC Briand Pelloutier :**

L'aménagement de cette ZAC se poursuit avec la livraison, en 2025, du lot C5 porté par Expansiel Promotion comprenant 42 logements en accession sociale. La ville a fait l'acquisition en VEFA, dès 2024, des surfaces en RdC de cette opération pour y réaliser un équipement petite enfance de 60 berceaux. Cet équipement sera livré lors du 2<sup>ème</sup> semestre 2025.

L'opération est financée à hauteur de 80% par l'ANRU, la Région IdF et la CAF.

**NPNRU – ZAC des Navigateurs :**

Pour rappel :

La convention pluriannuelle du nouveau programme de renouvellement urbain (NPNRU) du quartier des Navigateurs a été présentée en Conseil municipal en début d'année 2020, sur la base des orientations validées par le Comité national d'engagement de l'ANRU en avril 2019.

Ce projet s'attache à redonner une cohérence à un quartier Sud aujourd'hui morcelé par les infrastructures (Lignes à Haute Tension, voirie routière, Zone d'Activité Économique et voies SNCF). Cette cohérence doit se traduire par des liens urbains apaisés, des coupures diminuées mais aussi par des lieux de centralité, notamment autour du futur transport en site propre.

La participation de la ville à cet important projet s'est traduite par la création d'une AP en 2021 (délibération n°21.080 du 13 juin 2021) pour des investissements qui se concrétisent de 2020 à 2028.

Le montant global du projet s'élève à 136 M€, y compris les interventions sur l'habitat.

Le montant total des investissements à la charge de la ville est évalué à environ 25,5 M€ avec 12,75 M€ de recettes attendues soit un coût d'environ 13 M€ de reste à charge pour la ville. Des recettes complémentaires pourront être escomptées.

Accusé de réception en préfecture  
094-219400223-20250312-25-004-DE  
Date de télétransmission : 12/03/2025  
Date de réception préfecture : 12/03/2025

La ville a lancé, en début d'année 2024, un concours d'architecte pour la réalisation de l'équipement public « Phare » du quartier. Le Centre Socio-Culturel d'une surface utile de 1 500m<sup>2</sup> a été attribué en septembre 2024 à l'équipe Laraqui & Bringer. Le Permis de Construire de l'opération va prochainement être déposé pour une obtention prévue dans le courant de l'été.

#### ▪ Plantation d'arbres

Dans le cadre de sa politique de transition écologique, la commune de Choisy-le-Roi souhaite structurer ses actions en faveur de la protection, de la valorisation et du développement de son patrimoine arboré.

Les actions 2025 s'inscrivent dans la poursuite de celles initiées depuis 2022 et issues du plan directeur : finalisation des plantations nouvelles dans les établissements scolaires et périscolaires, remplacements des arbres morts dans les alignements de rues, parcs et squares. Des plantations nouvelles dans le cadre du renouvellement du patrimoine arboré du parc de la Mairie sont prévues en 2025 sous réserve de l'approbation par le Ministère du plan de replantation soumis en 2024.

#### ▪ Rénovation énergétique de l'école élémentaire Victor Hugo

L'ensemble des travaux envisagés sont les suivants :

- Réfection de la couverture,
- Isolation et bardage des murs extérieurs,
- Remplacement des réseaux de chauffage.

En 2023, la couverture du bâtiment principal a été rénovée, les façades Nord et Est ont été isolées et les réseaux de chauffages ont été remplacés.

En 2024, les couvertures du restaurant scolaire et du bâtiment logements ont été remplacées et l'ensemble des façades restantes ont été isolées.

En 2025, l'opération s'achèvera avec le remplacement des stores extérieurs, pour un montant estimé à 55 000 €.

A noter que ce programme bénéficie de subventions de l'Etat, de la Métropole et du SIPPAREC pour un montant total de 980 000 €.

#### ▪ Requalification du Centre Technique Municipal (CTM)

Les Services techniques regroupent : les bâtiment et patrimoine, les parcs et jardins, la propreté urbaine, la voirie, le garage et l'événementiel.

L'enjeu consiste à rationaliser et actualiser l'outil de travail existant aux besoins actuels et futurs. Le projet accueillera à terme l'ensemble des services administratifs, répartis par direction (création de 19 bureaux supplémentaires).

Au rez-de-chaussée, toute la partie technique sera desservie par les deux rues intérieures, ce qui permettra un accès direct aux camions pour décharger le matériel.

Menuisiers, électriciens, plombiers, serruriers, garagistes et jardiniers devront disposer de leur espace. Tous bénéficieront de vestiaires et de douches. Une salle de restauration (convivialité) permettra aux agents de réchauffer leur repas. Des salles de formation et de réunion compléteront l'ensemble.

Il est prévu également une rénovation énergétique des bâtiments (subventionnée).

Les dépenses totales sont estimées à 2 646 000 € et les recettes à 370 000 €.

Dans un premier temps, en 2024, les constructions modulaires précédemment affectés à l'école V. Hugo élémentaire ont été démontées et réinstallées au CTM. Elles accueilleront provisoirement les bureaux des équipes de Voirie et de la Propreté Urbaine durant les phases de travaux à venir.

En 2025, les anciens locaux Voirie et Propreté Urbaine étant en partie libérés, leur transformation va pouvoir démarrer.

Ainsi, les anciens bureaux (à l'étage) seront transformés en nouveaux locaux sociaux (vestiaires, sanitaires, salle de réunion) destinés à l'ensemble des agents de terrain de deux secteurs.



Autre évolution notable, la salle de convivialité de la zone Bâtiment deviendra accessible à l'ensemble des agents des équipes Voirie et Propreté Urbaine.

Enfin, dès que les nouveaux vestiaires auront été mis en service, les travaux de transformation des anciens vestiaires (en rez-de-chaussée) en bureaux pourront à leur tour démarrer.

La dépense estimée pour l'année 2025 est de 400 000 €.

#### ▪ Ecoles - Amélioration confort d'été

En complément du plan de végétalisation des espaces extérieurs, en cours de déploiement, de nouvelles dispositions doivent être prises pour améliorer les conditions d'accueil dans les établissements scolaires de la Ville lors des épisodes de fortes chaleurs.

Les travaux envisagés viseront à limiter les effets du rayonnement solaire notamment par la mise en place de stores extérieurs en lieu et place des rideaux et le remplacement de l'ensemble des stores existants par des modèles plus performants. En parallèle, des équipements de rafraîchissement par aspersion d'eau prendront place dans les cours. Enfin, des dispositifs de brassage de l'air seront installés dans l'ensemble des salles de classes.

Le montant global des travaux nécessaires est estimé à 1 100 000 €, à répartir sur trois exercices budgétaires, de 2024 à 2026.

Une première série de travaux a été réalisée comme prévu en 2024.

De nouvelles actions sont programmées en 2025 avec notamment le remplacement des stores des écoles élémentaires et maternelles du Parc, de l'école élémentaire Macé, et de l'école maternelle Hugo.

Par ailleurs, le déploiement des systèmes de rafraîchissement par aspersion d'eau dans les cours d'écoles et des dispositifs de brassage d'air des salles de classes se poursuivra.

Le montant des travaux prévus en 2025 est estimé à 450 000 €.

#### ▪ La création de 3 autorisations de programme en 2025

##### ▪ Développement des îlots de fraîcheur

Ce programme porte sur les actifs portant sur les aménagements des espaces publics visant à améliorer le confort d'été dans les espaces publics en créant des îlots de fraîcheur en dehors du plan arbres : végétalisation des espaces publics, déminéralisation des sols en enrobés...

##### ▪ Travaux de réaménagement du square Brossolette

Ce programme vise à requalifier le square Brossolette qui se trouve au cœur du quartier des Gondoles Nord. Il représente un des quelques squares de ce quartier.

Enclavé au centre d'un espace bâti, entre des immeubles d'habitats collectifs et des pavillons, il regroupe de très nombreuses fonctions : aire de jeux, convisport, boulodrome, piste d'apprentissage du code pour les vélos, espaces verts avec zone de pique-nique.

Il se raccorde à de nombreux services publics : une crèche, une maison de retraite, le centre social. Il accueille de nombreuses animations de quartier mais subit des mésusages et sursollicitations.

Le réaménagement vise à restaurer et remettre à neuf les différentes fonctions ludiques, sportives...ainsi que préserver les zones d'espaces verts, améliorer la convivialité et le caractère d'îlot de fraîcheur. Les aménagements devront également viser à réduire les mésusages.

- Réhabilitation de la passerelle Anatole France

Réhabilitation complète de la passerelle Anatole France comprenant le traitement d'étanchéité au-dessus du bâtiment « Le Royal » et l'intégration paysagère en lien avec le projet de végétalisation de la dalle.

## 2. La programmation hors gestion en AP/CP

---

- Conventions publiques d'aménagement pour les ZAC

Concernant la **ZAC du Port**, la participation de la ville reste inchangée par rapport à la dernière délibération du Conseil municipal afférente. Le budget communal ne devrait plus être mis à contribution puisque les cessions de charge foncière sont engagées. L'avancement du dossier a été considérablement ralenti par la crise immobilière qui a démarré en 2023.

Concernant la **ZAC des Hautes Bornes**, aucune participation de la Commune n'est due, hors participation au coût du gymnase Alice Millat qui est fixée à 2,82 M€ pour un coût d'opération estimé à 4,54 M€ HT (délibération n°20.027 du 22/01/20) et une participation au réaménagement du Domaine Public sur l'opération en cours à l'emplacement du foyer ADEF.

- Vidéo-protection

Le déploiement de la vidéo-protection se poursuit en 2025 pour un montant de 700 000 €.

Cette opération bénéficie de subventions de la Région (491 678 € dont 239 470,44 € à percevoir en 2025) et de l'Etat (500 000 € dont 100 000 € à percevoir en 2025) dans le cadre de la DSIL (Dotation de Soutien à l'Investissement Local).

100 dispositifs sont d'ores et déjà en service pour la vidéo verbalisation et la vidéo protection. L'opération 2025 viendra compléter ce dispositif conformément au dossier d'autorisation préfectorale (16 équipements en plus).

- La Programmation Pluriannuelle d'Investissement

La Programmation Pluriannuelle d'investissement (jointe en annexe du présent document) est construite jusqu'en 2029.

Elle prend en compte tous les investissements incompressibles et indispensables, les opérations lancées sous les précédents mandats (ANRU 1, NPNRU, les ZAC, le projet urbain du Lugo,...) et les opérations portées par la nouvelle équipe municipale (Installation d'un dispositif de vidéo protection, construction d'une cuisine centrale sur les terrains Renault dans le cadre d'un PUP, réhabilitation de la cathédrale Saint-Louis Saint-Nicolas,...).

Cette PPI est amenée à évoluer tout au long du mandat et devra faire l'objet de nombreux arbitrages, notamment en termes de programmation de dossiers et de recherche de subventions.

Le volet « recettes » est retravaillé avec les partenaires institutionnels.

L'objectif est de présenter à l'assemblée délibérante, dès le Débat d'Orientation Budgétaire 2025, une PPI équilibrée budgétairement pour chacune des années.

## VIII – STRUCTURE DE LA DETTE

### 1. Les orientations sur lesquelles s'appuie la gestion de notre dette

#### ▪ Concernant l'emprunt

La dette de la Commune est composée en totalité de produits non structurés, en euros et n'intègre aucun emprunt « à risque ». Les emprunts sont tous classés A1 selon les critères de la charte de bonne conduite (charte dite « Gissler » établie en 2009 lors de la crise des dettes toxiques).

En outre, le profil actuel de la dette de la Commune est constitué de 88% d'emprunts à taux fixe et 12% à taux variable.

La dette de la Commune est par conséquent sécurisée sur le long terme.

A cette étape, l'emprunt 2025 est projeté à 14 M€. Il sera ajusté au Budget supplémentaire 2025 en fonction de l'avancé des projets et de l'excédent dégagé sur l'exercice 2024 (estimé à 145 000 €).

#### ▪ Concernant l'encours

L'orientation première est de stabiliser l'encours de dette à son niveau moyen des dernières années en volume, conduisant à une diminution faible mais continue du ratio par habitant.

À noter que la ville a limité son recours à l'emprunt : 2 M€ en 2019, 3 M€ en 2020 et 0 € depuis 2021, ce qui a permis de mobiliser davantage d'emprunts à compter de 2024.

Pour mémoire, les emprunts contractés les années antérieures sont les suivants :

	Emprunts contractés
Compte administratif 2017	4 500 000 €
Compte administratif 2018	5 000 000 €
Compte administratif 2019	2 000 000 €
Compte administratif 2020	3 000 000 €
Compte administratif 2021	0 €
Compte administratif 2022	0 €
Compte Financier Unique 2023	0 €
Compte Financier Unique 2024	10 000 000 €

### 2. Caractéristiques de la dette de la Commune

#### ▪ Synthèse de la dette au 31/12/2024

Éléments de synthèse	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
La dette globale (capital restant dû) est de :	32 215 981 €	26 546 360 €
Son taux moyen s'élève à :	2,44 %	2,19 %
Sa durée résiduelle moyenne est de :	9 ans et 2 mois	7 ans et 6 mois
Sa durée de vie moyenne est de :	4 ans et 8 mois	3 ans et 10 mois

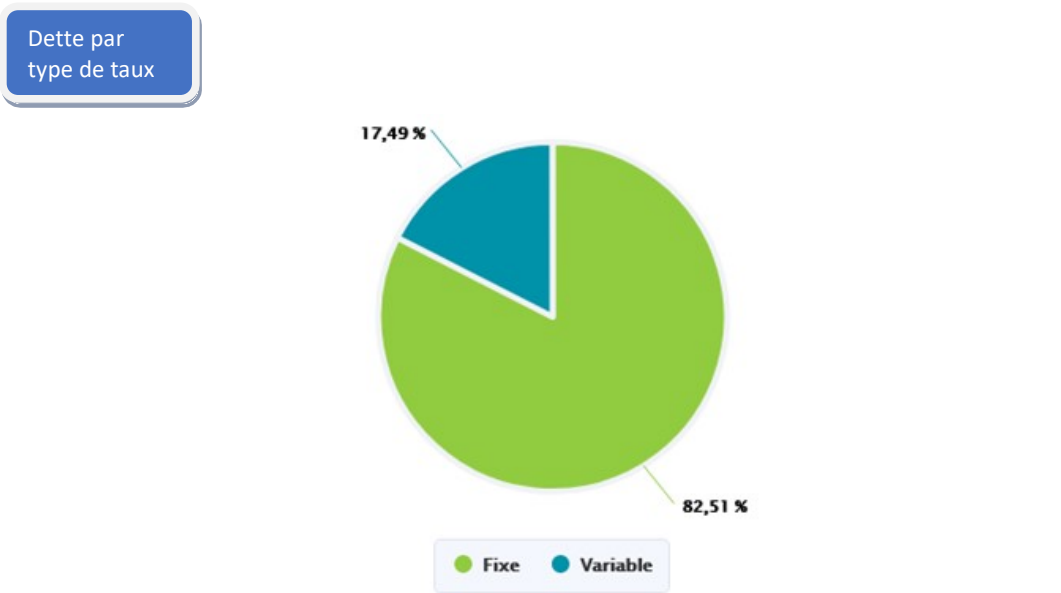
Accusé de réception en préfecture  
094-219400223-20250312-25-004-DE  
Date de télétransmission : 12/03/2025  
Date de réception préfecture : 12/03/2025

La dette est constituée de 26 emprunts répartis auprès de 8 établissements prêteurs.  
 L'encours de dette est en augmentation par rapport à 2024 en raison de 2 emprunts contractés en 2024 pour un montant total de 10 M€.

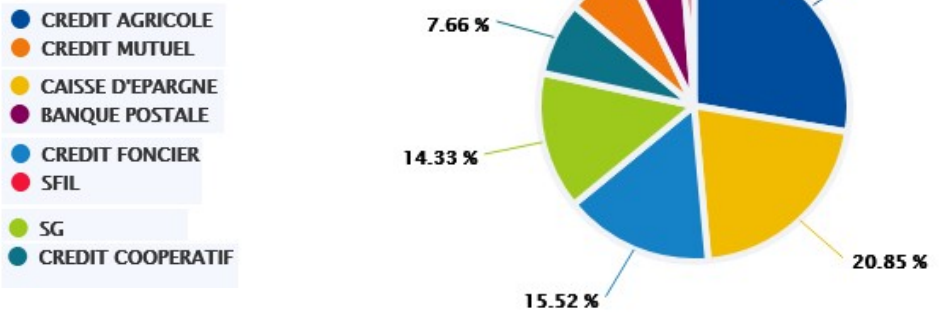
▪ **Caractéristiques de la dette**

La dette est constituée de 20 emprunts à taux fixe et 6 emprunts à taux variable.

Type	Capital Restant Dû	% d'exposition	Taux moyen
Taux fixe	28 258 244,42 €	87,71 %	2,24 %
Taux variable	3 957 736,70 €	12,29 %	3,89 %
Ensemble des risques	32 215 981,12 €	100 %	2,44 %



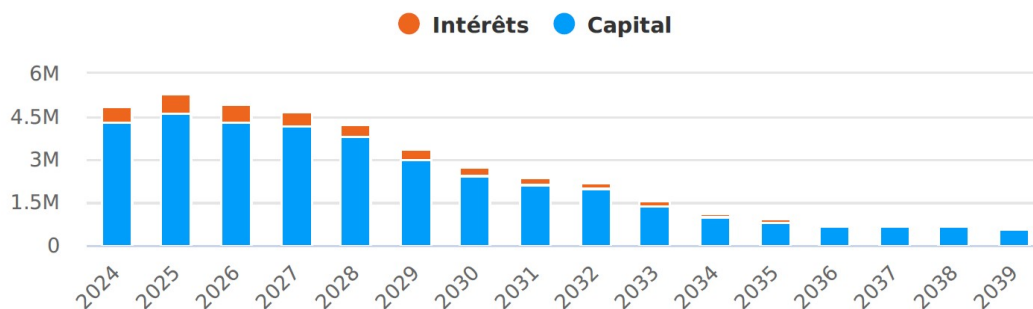
▪ **Répartition de la dette par prêteur**



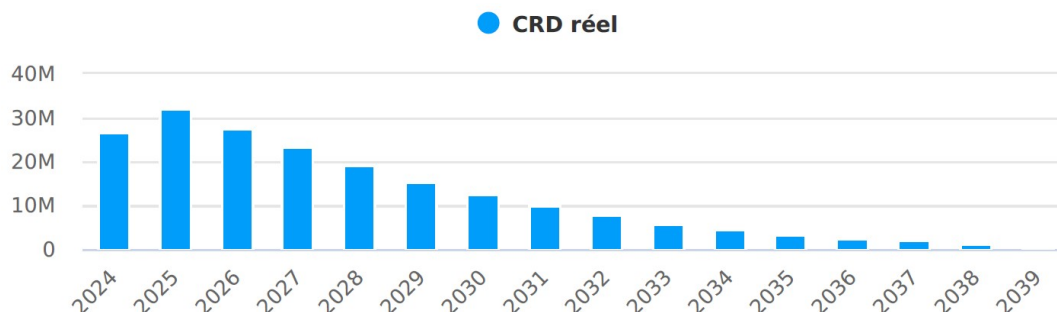
Prêteur	Capital restant dû	% du CRD
 CREDIT AGRICOLE	8 924 254,54 €	27,70 %
 CAISSE D'EPARGNE	6 716 020,86 €	20,85 %
 CREDIT FONCIER DE FRANCE	5 000 000,00 €	15,52 %
 SOCIETE GENERALE	4 617 141,75 €	14,33 %
 CREDIT COOPERATIF	2 466 240,38 €	7,66 %
 CREDIT MUTUEL	2 150 000,00 €	6,67 %
 BANQUE POSTALE	1 933 333,41 €	6,00 %
 SFIL CAFFIL	408 990,18 €	1,27 %
Ensemble des prêteurs	32 215 981,12 €	100,00 %

### 3. Profil d'extinction de la dette

#### Flux de remboursement des intérêts et du capital



#### Evolution du capital restant dû



## IX – EVOLUTION DE L'EPARGNE – FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS

### 1. Le budget, son évolution prévisionnelle

La projection financière du budget de fonctionnement de la commune met en perspective une hausse moyenne des recettes réelles de fonctionnement de l'ordre de 3,69 % entre 2019 et 2025 et de 10,12 % pour les dépenses.

Entre 2019 et 2020, les dépenses et les recettes étaient en diminution de l'ordre de 0,8 %, principalement en raison des effets de la crise sanitaire et des mesures sociales d'accompagnement.

Entre 2020 et 2021, la diminution de l'ordre de 4% des recettes et de 6 % des dépenses s'explique principalement par le transfert de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM) et de la redevance spéciale à l'EPT en 2021. Ainsi, depuis janvier 2021, les recettes sont perçues directement par l'EPT. Il n'y a donc plus lieu de reversement à l'EPT du coût de la compétence transférée (de l'ordre de 4,2 M€ en 2020).

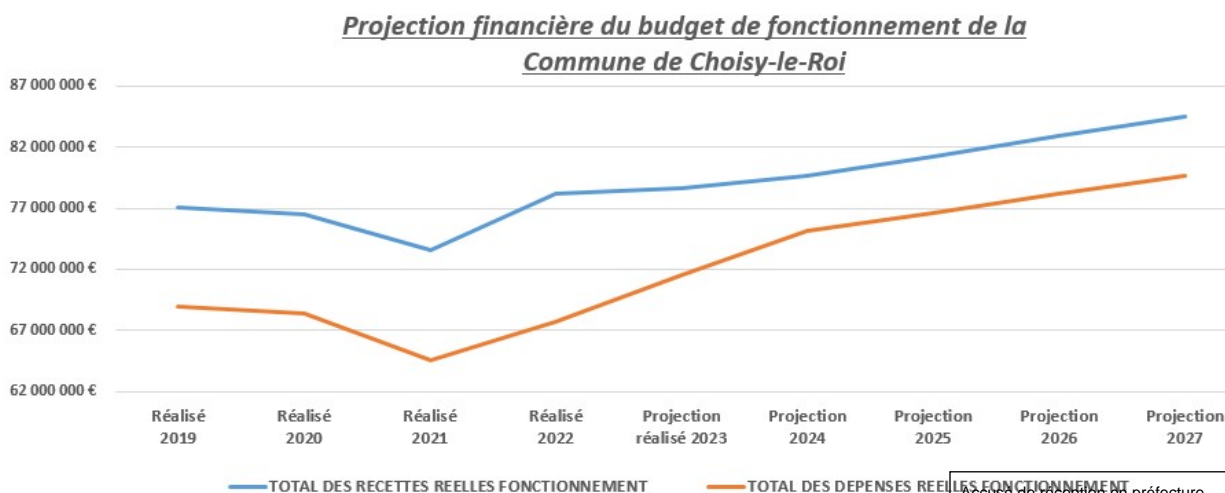
Entre 2021 et 2022, l'augmentation de l'ordre de 5 % des dépenses est liée à la crise économique et au contexte inflationniste. Les charges à caractère général ont augmenté de 6%, principalement en raison du coût de l'énergie, des matières premières et des contrats de prestations de service. L'évolution des recettes s'explique principalement par la fiscalité (revalorisation des bases locatives de 3,4% décidée par l'Etat) ainsi que par une recette exceptionnelle de 2 M€ suite à la vente des coques commerciales Orix.

Entre 2022 et 2023, on constate une quasi-stabilité des recettes réelles de fonctionnement. Les dotations ainsi que les recettes d'exploitation sont quasi constantes. L'augmentation des bases locatives de 7,1%, prévue par l'Etat ne s'est pas traduite par une augmentation significative des recettes par rapport à 2022 du fait de la vente exceptionnelle des coques Orix en 2022. Quant aux dépenses, elles ont augmenté de 6 %, principalement en raison des charges de personnel et des charges à caractère général.

Entre 2023 et 2024, les recettes de fonctionnement augmentent de 3,59% et les dépenses de 3,63%.

En 2025, les recettes réelles de fonctionnement sont prévues en baisse de 1,9% par rapport à 2024, tandis que les dépenses devraient progresser de 2,57%.

L'autofinancement prévisionnel reste positif tout au long de la période mais nécessite une maîtrise accrue des dépenses de fonctionnement, pour renforcer les capacités d'investissement de la Commune afin de maîtriser le niveau d'endettement.



Accusé de réception en préfecture  
094-219400223-20250312-25-004-DE  
Date de télétransmission : 12/03/2025  
Date de réception préfecture : 12/03/2025

## 2. Les équilibres financiers

	Réalisé 2022	Réalisé 2023	Prévision Réalisé 2024	BP 2025
<b>DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT</b>				
Charges à caractère général	15 264 313	16 049 991	17 984 718	17 725 209
Charges de personnel et frais assimilés	40 320 323	41 895 445	43 549 540	44 580 000
charges de gestion courante et exceptionnelles	9 515 357	10 881 988	9 831 765	10 840 132
Intérêts de la dette - Chapitre 66	500 685	583 562	637 984	766 339
Autres dépenses de fonctionnement	2 075 408	2 075 781	2 075 405	2 075 194
<b>Total des dépenses réelles de fonct. (A)</b>	<b>67 676 087</b>	<b>71 486 767</b>	<b>74 079 412</b>	<b>75 986 874</b>
<b>RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT</b>				
Produit des contributions directes	38 403 433	40 858 886	41 882 451	42 347 950
Fiscalité indirecte	17 233 256	17 482 518	16 985 074	16 935 356
Produit des services et des domaines	4 537 095	4 553 061	4 785 115	4 782 829
Dotations	14 275 995	14 110 192	14 166 546	14 330 383
Autres recettes d'exploitation	3 688 742	1 603 546	3 613 203	1 491 073
<b>Total des recettes réelles de fonct. (B)</b>	<b>78 138 521</b>	<b>78 608 202</b>	<b>81 432 389</b>	<b>79 887 591</b>
<b>CAF BRUTE</b> (1) = (B) - (A)	<b>10 462 434</b>	<b>7 121 435</b>	<b>7 352 977</b>	<b>3 900 717</b>
<b>Taux d'épargne brut =</b> CAF brute / (B)	<b>13,39%</b>	<b>9,06%</b>	<b>9,03%</b>	<b>4,88%</b>
<b>EPARGNE, INVESTISSEMENT ET ENDETTEMENT</b>				
<b>CAF BRUTE</b> (1) = (B) - (A)	<b>10 462 434</b>	<b>7 121 435</b>	<b>7 352 977</b>	<b>3 900 717</b>
<b>Remboursement capital de la dette</b> (2)	<b>4 186 656</b>	<b>4 216 621</b>	<b>4 330 379</b>	<b>4 611 426</b>
<b>CAF NETTE</b> (3) = (1) - (2)	<b>6 275 778</b>	<b>2 904 814</b>	<b>3 022 598</b>	<b>-710 709</b>
<b>Encours de la dette</b> (8)	<b>36 320 435</b>	<b>26 551 423</b>	<b>32 215 981</b>	<b>32 215 981</b>
<b>CAF BRUTE</b> (1)	<b>10 462 434</b>	<b>7 121 435</b>	<b>7 352 977</b>	<b>3 900 717</b>
<b>CAPACITE DE DESENETTEMENT</b> (9) = (8) / (1)	<b>3,47</b>	<b>3,73</b>	<b>4,38</b>	<b>8,26</b>
<b>BP 2025 : Equilibre des opérations financières</b> ( = avec prise en compte des ressources propres en inv. (FCTVA, Taxe d'aménagement, amortissements) :				<b>2 993 460</b>

La CAF Brute - Capacité d'Autofinancement Brute (ou Epargne Brute) est projetée à **4,88 M€** en 2025.

L'EB résulte de la différence entre les recettes réelles et les dépenses réelles de fonctionnement.

Elle mesure la capacité d'une collectivité à financer le remboursement du capital de sa dette ainsi que ses investissements hors contraction de nouveaux emprunts et subventions d'investissements.

La CAF Nette - Capacité d'Autofinancement Nette (ou Epargne Nette) est projetée à **-710 709 €** en 2025.

L'EN résulte de la différence entre l'épargne brute et le remboursement du capital de sa dette.

Elle mesure l'épargne disponible pour l'équipement brut après financement des remboursements de dette.

Lorsque l'EN est négative, cela signifie qu'il y a recours aux recettes propres d'investissement pour couvrir le remboursement du capital de la dette (FCTVA, cessions...).

Accusé de réception en préfecture  
094-219400223-20250312-25-004-DE  
Date de télétransmission : 12/03/2025  
Date de réception préfecture : 12/03/2025

Le ratio de capacité de désendettement est de **8,26**.

La capacité de désendettement se calcule en divisant l'encours de dette au 31 décembre par l'Épargne Brute.

Cet indicateur de solvabilité s'exprime en années, puisqu'il mesure la durée théorique que mettrait la collectivité à rembourser sa dette si elle choisissait d'y consacrer l'ensemble de son épargne.

Le ratio de désendettement de la Commune est maîtrisé. Il était à un niveau de 4,38 en 2024 et estimé à 8,26 en 2025, nettement inférieur au seuil critique de 12 années (plafond national de référence).

L'autofinancement constitué par le virement de la section de fonctionnement à la section d'investissement est projeté à **1,15 M€** en 2025.

L'autofinancement dégagé en fin d'année 2025 sera probablement supérieur après l'intégration des résultats annuels, comme cela est constaté chaque année lors de la présentation du Compte Financier Unique.

### **3. Projection financière de la section d'investissement**

---

Au titre de la section d'investissement, les dépenses sont en augmentation sensible, en particulier avec :

- Le démarrage opérationnel du nouveau programme de renouvellement urbain des Navigateurs, qui aura un poids important sur la période 2023-2029.
- Les programmes gérés en APCP.



N°	Intitulé	Montantglobal		BP 2025		BP 2026		BP 2027		BP 2028		BP 2029		16:40
		Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	
1	AMENAGEMENT DU TERRITOIRE - ANRU / NPNRU (AP/CP)	30 233 432 €	18 775 672 €	4 340 801 €	3 159 000 €	11 667 206 €	6 325 166 €	7 155 385 €	3 734 006 €	1 084 136 €	669 622 €	1 029 806 €	1 544 710 €	
1.1	NPNRU/ZAC des Navigateurs/ZAE des Cosmonautes													
	Construction centre socio-culturel	10 588 067 €	6 284 333 €	1 100 000 €		6 225 771 €	4 189 555 €	3 262 296 €	2 094 778 €					
	Parvis de l'équipement	1 427 621 €	957 126 €			946 014 €	638 084 €	481 607 €	319 042 €					
	Aménagements ZAC des Navigateurs	2 932 148 €	1 544 710 €	491 075 €		491 075 €		405 289 €		514 903 €		1 029 806 €	1 544 710 €	
	Aménagements ZAE des Cosmonautes (Passerelle et abords)	4 501 282 €	1 450 564 €	50 000 €		2 451 282 €	800 000 €	2 000 000 €	650 564 €					
	Participation RD 5	215 000 €	0 €			215 000 €								
	Restructuration Espace Langevin	2 591 489 €	2 008 866 €	50 920 €		965 143 €	669 622 €	1 006 193 €	669 622 €	569 233 €	669 622 €			
1.2	ZAC Briand Pelloutier													
	Acquisition coque en VEFA	140 290 €	0 €	140 290 €										
	Equipement petite enfance	2 477 000 €	3 159 000 €	2 477 000 €	3 159 000 €									
1.3	ZAC des Hautes Bornes													
	Requalification de la Remise aux Faisans	150 937 €	27 905 €	31 516 €		119 421 €	27 905 €							
	Aménagement site ADEF Remise aux Faisans	253 500 €		0 €		253 500 €								
2	AMENAGEMENT DU TERRITOIRE - URBANISME / FONCIER	2 506 831 €	680 400 €	2 426 831 €	4 510 400 €	80 000 €	1 984 498 €	0 €	400 000 €	0 €	400 000 €	0 €	400 000 €	
2.1	Acquisitions foncières													
	Frais géomètre dalle / Etude LUGO / Victor Hugo / Ilôt Hollander													
	Rachat SAF 8 biens (fin de portage 8 décembre 2023)		600 000 €		600 000 €									
	Acq. Parcelle CTM - 25 rue des Pâquerettes	358 800 €		358 800 €										
	Acq. Parcelle CTM - 92 quai de Choisy	610 200 €		610 200 €										
	Acq. Fonds de commerce	60 000 €		60 000 €										
	Charges des différentes corpro loi Allur	23 000 €		23 000 €										
	Frais liés à la réalisation de doc. d'urbanisme, dépôts de garantie...	39 000 €	30 000 €	39 000 €	30 000 €									
	Mission de métrage des commerces galerie Rouget de Lisle	0 €	50 400 €		50 400 €									
	Frais d'études	150 000 €		150 000 €										
	géomètres, huissiers, petites études, dépôts de garantie	80 000 €				80 000 €								
2.2	Ventes foncières													
	Vente terrain voie des Roses (Parking salle de prière)		0 €											
	Vente maison Rouget de Lisle		600 000 €		600 000 €									
	Vente 80 avenue Villeneuve-Saint-Georges		360 000 €		360 000 €									
	Vente 66 avenue Villeneuve-Saint-Georges		90 000 €		90 000 €									
	Vente 107 avenue Anatole France		490 000 €		490 000 €									
	Taxe d'aménagement	105 831 €	1 850 000 €	105 831 €	250 000 €		400 000 €		400 000 €		400 000 €		400 000 €	
	Recettes foncières (Lot D1 ZAC Briand Pelloutier, voirie Navigateurs, enfouissement réseaux HT)		1 584 498 €				1 584 498 €							
2.3	ZAC du port													
	Acquisition du foncier de la médiathèque	1 080 000 €		1 080 000 €										
	Fond de concours SADEV 94	0 €	2 040 000 €		2 040 000 €									
2.4	Projet urbain du Lugo													
	Aménagement voie des Roses et parvis du groupe scolaire	0 €	0 €											
	Aménagement voie de l'épinette	0 €	0 €											
	Aménagement rue du Docteur Roux	0 €	0 €											
3	ENVIRONNEMENT ET CADRE DE VIE	8 500 800 €	1 392 697 €	3 363 800 €	703 773 €	1 442 444 €	151 200 €	730 000 €	491 400 €	580 000 €	0 €	580 000 €	0 €	
	Aires de jeux pour enfants - Renouvellement (AP/CP)	2 000 000 €		890 000 €		232 121 €								
	Programme de plantation d'arbres (AP/CP)	1 500 000 €	383 304 €	573 000 €	336 980 €	323 €								
	Programme développement des îlots de fraîcheur (AP/CP)	660 000 €	528 000 €	360 000 €	191 400 €	150 000 €	79 200 €	150 000 €	257 400 €					
	Travaux de réaménagement du square Brossolette (AP/CP)	600 000 €	480 000 €	120 000 €	174 000 €	480 000 €	72 000 €	0 €	234 000 €					
	Travaux neufs (dont ferme et parc des Gondoles)	415 000 €		415 000 €										
	Travaux équipements sportifs, centres de loisirs, écoles et structures petite enfance	397 000 €		397 000 €										
	Investissements courant espaces verts, maintenance fontaines et systèmes de pompage, subvention vélo	1 835 300 €	1 393 €	235 300 €	1 393 €	400 000 €		400 000 €		400 000 €		400 000 €		
	Jardins pédagogiques/Jardins partagés	132 500 €		12 500 €		30 000 €		30 000 €		30 000 €		30 000 €		
	Clôtures parcs et squares	166 000 €		166 000 €										
	Matériel de sensibilisation propreté et autre matériel	795 000 €		195 000 €		150 000 €		150 000 €		150 000 €		150 000 €		
4	INFRASTRUCTURES ET MOBILITES	31 582 000 €	361 765 €	7 319 000 €	281 765 €	3 000 000 €	20 000 €	3 850 000 €	20 000 €	3 850 000 €	20 000 €	3 865 015 €	20 000 €	
	Travaux de voirie AP/CP (compris études)	20 000 000 €	201 820 €	4 500 000 €	201 820 €	2 000 000 €		3 500 000 €				3 515 015 €		
	Aménagement rue Corvol	1 400 000 €												
	Aménagement rue Anatole France (Etudes)	50 000 €												
	Aménagement rue Docteur Roux	1 200 000 €												

03-21-340000000031-25-004-DE  
Date de télétransmission : 12/03/2025  
Date de réception préfecture : 12/03/2025

N°	Intitulé	Montantglobal		BP 2025		BP 2026		BP 2027		BP 2028		BP 2029	
		Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
	Aménagement rue Waldeck Rousseau (Trottoirs)	800 000 €											
	Aménagement avenue Rondu	313 000 €											
	Travaux rue George Sand	150 000 €											
	Travaux de voirie rue des Pâquerettes	400 000 €											
	Travaux de voirie rue Charles Jules Vaillant	350 000 €											
	Réfection parking V. Hugo	200 000 €											
	Réfection rue Jean-Baptiste Clément	200 000 €											
	Réfection rue Brogniard	200 000 €											
	Travaux de voirie rue Noël	1 400 000 €											
	Réfection allées du cimetière	50 000 €											
	Divers VRD (ouvrage d'art,accès PMR, mobilier urbain, levé topo....)	535 000 €		185 000 €		350 000 €							
	Etudes diverses rues	800 000 €		200 000 €		150 000 €		150 000 €		150 000 €		150 000 €	
	Eclairage Public - Travaux neufs - Extension réseau électrique	900 000 €	80 000 €	500 000 €		100 000 €	20 000 €	100 000 €	20 000 €	100 000 €	20 000 €	100 000 €	20 000 €
	Illuminations	350 000 €		150 000 €		50 000 €		50 000 €		50 000 €		50 000 €	
	Rénov. et mise aux normes carrefours SLT, extension réseau ERDF	450 000 €		250 000 €		50 000 €		50 000 €		50 000 €		50 000 €	
	Rénov. Éclairage des stades	150 000 €		150 000 €									
	Rénovation réseau électrique enterré	150 000 €		150 000 €									
	Travaux parkings (+ Subvention d'investissement au délégataire)	934 000 €		934 000 €									
	Passerelle Cuve	0 €	50 000 €		50 000 €								
	Passerelle Picasso	0 €	29 945 €		29 945 €								
	Réhabilitation passerelle Anatole France (AP/CP)	600 000 €		300 000 €		300 000 €							
5	PREVENTION ET SECURITE	828 060 €	2 047 576 €	748 060 €	847 576 €	20 000 €	300 000 €	20 000 €	300 000 €	20 000 €	300 000 €	20 000 €	300 000 €
	Déploiement vidéo-protection	700 000 €	346 076 €	700 000 €	346 076 €								
	Équipement police municipale et ASVP	128 060 €	1 500 €	48 060 €	1 500 €	20 000 €		20 000 €		20 000 €		20 000 €	
	Amendes de police	0 €	1 700 000 €		500 000 €		300 000 €		300 000 €		300 000 €		300 000 €
6	BATIMENTS ET MOYENS GENERAUX	24 139 010 €	3 630 016 €	5 088 010 €	1 280 016 €	3 656 000 €	205 000 €	1 565 000 €	220 000 €	4 305 000 €	1 020 000 €	4 375 000 €	720 000 €
	Accessibilité des bâtiments (ADAP)	150 000 €		50 000 €		100 000 €							
	Travaux de mise en sécurité divers sites	100 000 €		100 000 €									
	Investissements courants chauffage et performance Énergétique	500 000 €		100 000 €		100 000 €		100 000 €		100 000 €		100 000 €	
	Matériaux et outillage pour travaux régie Bâtiment (CTM)	495 000 €		95 000 €		100 000 €		100 000 €		100 000 €		100 000 €	
	Investissements courants - Travaux imprévus	1 550 000 €		550 000 €		250 000 €		250 000 €		250 000 €		250 000 €	
	Investissements - Tx en cours d'année	1 655 710 €		255 710 €		350 000 €		350 000 €		350 000 €		350 000 €	
	Investissements courants garage et achat véhicules (PM - Saleuse)	1 261 300 €	191 402 €	361 300 €	111 402 €	225 000 €	20 000 €	225 000 €	20 000 €	225 000 €	20 000 €	225 000 €	20 000 €
	Travaux de sécurité incendie dans les bâtiments	300 000 €		100 000 €		50 000 €		50 000 €		50 000 €		50 000 €	
	Centre de vacances Morillon - Travaux dont reprise fondations	950 000 €		950 000 €									
	Groupe scolaire Mandela Langevin - Rénovation (AP/CP)	2 450 000 €	661 471 €	250 000 €	661 471 €								
	Ecole élémentaire V. Hugo - Rénovation, mise aux normes (AP/CP)	1 910 000 €		55 000 €									
	Ecole élémentaire du Parc - Peintures et sols	220 000 €		220 000 €									
	Ecoles élémentaires - Divers travaux	222 000 €	1 766 €	222 000 €	1 766 €								
	Ecoles -Sécurisation PPMS attentats	800 000 €	192 460 €	450 000 €	192 460 €	350 000 €							
	Théâtre / Cinéma - Changement des fauteuils salle principale	250 000 €				250 000 €							
	Conservatoire - peintures	50 000 €		50 000 €									
	CTM - Requalification (AP/CP)	2 646 000 €	370 000 €	400 000 €		1 346 000 €	185 000 €						
	Ecoles - Amélioration confort d'été (AP/CP)	1 100 000 €	283 920 €	450 000 €	283 920 €	455 000 €							
	Marché du centre - Réfection portes extérieures et sanitaires	250 000 €		250 000 €									
	Ferme des Gondoles - Vestiaires	100 000 €		100 000 €									
	Usine Hollander - Réaménagement de la salle en RdC	0 €	28 997 €		28 997 €								
6.1	Réhabilitation de la cathédrale Saint-Louis Saint-Nicolas												
	Travaux conservatoires	79 000 €		79 000 €									
	AMO programmation concours de Maîtrise d'Œuvre	80 000 €				80 000 €							
	Mission Architecte des Monuments Historiques	1 100 000 €						150 000 €		500 000 €		450 000 €	
	Frais et honoraires divers	100 000 €						20 000 €		30 000 €		50 000 €	
	Travaux sur le clos/couvert (Phase 1)	3 420 000 €	1 500 000 €					320 000 €	200 000 €	300 000 €	600 000 €	2 800 000 €	700 000 €
	Travaux de réaménagement du pavillon du roi (Phase 2)	2 400 000 €	400 000 €					0 €	0 €	2 400 000 €	400 000 €		
6.2	Construction d'une nouvelle cuisine centrale												
	Mission d'AMO programmation	0 €	0 €										
7	EQUIPEMENTS SPORTIFS	3 763 892 €	250 000 €	603 892 €	0 €	1 090 000 €	250 000 €	1 890 000 €	0 €	90 000 €	0 €	90 000 €	0 €
7.1	Équipements sport (piscine, stades et gymnases)	453 792 €		93 792 €		90 000 €		90 000 €		90 000 €		90 000 €	
	Équipements sport - Diverses réfections (Moyens matériels, Stand tir, ..)	100 000 €				100 000 €							
	Stade Jean Bouin - Démolition/reconstruction tribune terrain d'honneur rugby	1 000 000 €	250 000 €	200 000 €		800 000 €	250 000 €						

Avis de réception en préfecture  
05-21940028-2025-004-DE  
Date de télétransmission : 12/03/2025  
Date de réception préfecture : 12/03/2025

N°	Intitulé	Montantglobal		BP 2025		BP 2026		BP 2027		BP 2028		BP 2029	
		Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
	Stade Jean Bouin - Local d'athlétisme et travaux d'aménagement	60 100 €		60 100 €									
	Gymnase Rousseau - Modif réseaux chauffage salles spécialisées	250 000 €		250 000 €									
	Gymnase Méhy - Rénovation	650 000 €						650 000 €					
	Gymnase Méhy - Extension	1 250 000 €				100 000 €		1 150 000 €					
7.2	Construction d'un complexe Gymnase/Piscine												
	Mission d'AMO programmation	0 €	0 €										
	Frais et honoraires de Maîtrise d'Œuvre	0 €	0 €										
	Travaux de construction	0 €	0 €										
	Vente du foncier de la piscine actuelle	0 €	0 €										
8	MATERIELS ET BESOINS RECURENTS	5 224 791 €	178 136 €	1 364 791 €	158 136 €	965 000 €	5 000 €	965 000 €	5 000 €	965 000 €	5 000 €	965 000 €	5 000 €
	Subvention d'investissement Sapeurs-pompiers de Paris	890 000 €		250 000 €		160 000 €		160 000 €		160 000 €		160 000 €	
	Matériels et équipements divers autres services	642 431 €	20 500 €	242 431 €	20 500 €	100 000 €		100 000 €		100 000 €		100 000 €	
	DNR - Investis. courant et frais d'études informatique, téléphonie	1 825 000 €	37 136 €	385 000 €	37 136 €	360 000 €		360 000 €		360 000 €		360 000 €	
	DNR - Réseau fibre propre à la commune (dt équipements actifs)	470 000 €		70 000 €		100 000 €		100 000 €		100 000 €		100 000 €	
	Mobilier et équipements Enfance, entretien et restauration	523 360 €		123 360 €		100 000 €		100 000 €		100 000 €		100 000 €	
	Crèche Pelloutier - Mobilier	150 000 €		150 000 €									
	Equipements spécifiques DRH (service PSST)	122 000 €	23 500 €	22 000 €	3 500 €	25 000 €	5 000 €	25 000 €	5 000 €	25 000 €	5 000 €	25 000 €	5 000 €
	Frais d'insertion, cautions, avances	602 000 €	97 000 €	122 000 €	97 000 €	120 000 €		120 000 €		120 000 €		120 000 €	

	FCTVA	0 €	7 200 000 €		1 200 000 €		1 500 000 €		1 500 000 €		1 500 000 €		1 500 000 €
	Emprunt (nouveau et rbst du capital - hyp 6 M€ emprunt nouveau)	24 307 426 €	42 010 435 €	4 611 426 €		4 924 000 €	15 016 542 €	4 924 000 €	11 990 379 €	4 924 000 €	9 003 514 €	4 924 000 €	6 000 000 €
	Refinancement emprunts												
	Amortissements, tvx en régie transfert frais d'études	1 770 000 €	13 840 000 €	690 000 €	3 440 000 €	270 000 €	2 600 000 €	270 000 €	2 600 000 €	270 000 €	2 600 000 €	270 000 €	2 600 000 €
	Virement de la section de fonctionnement (AUTOFINANCEMENT)		9 150 717 €		1 150 717 €		2 000 000 €		2 000 000 €		2 000 000 €		2 000 000 €
	Total général (dépenses et recettes)	111 247 603 €	102 957 420 €	30 556 611 €	16 731 383 €	27 114 650 €	30 357 406 €	21 369 385 €	23 260 785 €	16 088 136 €	17 518 136 €	16 118 821 €	15 089 710 €
	Reste à financer	8 290 183 €		13 825 228 €		-3 242 756 €		-1 891 400 €		-1 430 000 €		1 029 111 €	